

H. Sax. C
525 B

W. Lippert

La Bourgogne et la Saxe

1451 - 1454.



Mémoires de la Société Eduenne . Nouvelle série

tome XXV (Autun, imprimerie Dejussieu père et fils, MDCCCXCVII)
p. 1-44. (erschienen April 1898).

LA BOURGOGNE ET LA SAXE

1451-1454

NOUVELLES RECHERCHES ET DOCUMENTS
SUR UN PROJET DE MARIAGE DU COMTE DE CHAROLLAIS
ET SUR LA QUESTION LUXEMBOURGEOISE

Dans son livre sur les relations politiques de la France et de l'Allemagne¹, Alfred Leroux a annoté, pour l'année 1451, des rapports du duc de Bourgogne avec quelques princes allemands, parmi lesquels figure le duc de Saxe Frédéric II dit le Placide, électeur du Saint-Empire. — Citons le passage de Leroux, restreint, faute de documents², à quelques chroniques imprimées : « Au milieu de l'année 1451, le duc Frédéric de Saxe avait fait demander à Philippe le Bon pour sa propre fille la main de son fils ; la demande avait été bien accueillie, et Philippe s'était empressé d'envoyer ses procureurs à Frédéric, pour rédiger

1. *Nouvelles Recherches critiques sur les relations politiques de la France avec l'Allemagne, de 1378 à 1461*, Paris, 1892, p. 282.

2. V. les traités imprimés par Wurth-Paquet dans les Publications de la section historique de l'institut royal grand-ducal de Luxembourg, année 1875, t. XXX. Table chronologique des traités et diplômes, relatifs à l'ancien pays de Luxembourg. Ils ont échappé aux recherches de Leroux.

1898 * 2353 D

le contrat. A Erfurt, où ils comptaient trouver le duc, les procureurs apprirent qu'il était à Nuremberg. Ils étaient déjà en route pour cette ville, quand un certain Abel Viczthum, un chef de brigands sans doute, arrêta les représentants de Philippe près du village d'Hassinhausen, les dépouilla de ce qu'ils avaient et les retint en prison (2 ou 3 novembre 1451). Il n'y a pas à douter que Philippe n'ait obtenu justice de ce guet-apens. Mais il est possible aussi qu'il n'ait point donné suite au mariage projeté, car on n'en trouve plus trace à partir de ce moment. » Les archives générales du royaume de Saxe, à Dresde, et celles des Etats Ernestiniens, à Weimar, me permettent de rectifier et de compléter le récit de cette négociation dont les anciennes archives ducales de Dijon et de Bruxelles pourraient peut-être offrir elles-mêmes quelques traces, bien qu'elles aient échappé aux auteurs bourguignons ou qu'ils les aient négligées.

Les prétentions réciproques des deux maisons de Bourgogne et de Saxe à la possession du Luxembourg suscitèrent entre elles des hostilités vers le milieu du quinzième siècle¹. L'empereur Sigismond, roi de Bohême et de Hongrie, dernier rejeton mâle des anciens ducs de Luxembourg, était mort en 1437, ne laissant qu'une fille, Elisabeth, mariée au duc Albert d'Autriche qui, par cette union, devenait héritier des Luxembourgeois dans les royaumes de Bohême et de Hongrie et dans leurs prétentions sur la succession du duché même de Luxembourg. Ce dernier duché appartenait alors, en engagère, à Elisabeth, fille de Jean, duc de Goerlitz et margrave de Lusace, nièce de l'empereur Sigismond. Deux fois mariée², sans avoir eu d'enfants, les

1. V. Fréd. Richter, *la Succession Luxembourgeoise* (der Luxemburger Erbfolgestreit) dans les années 1438-1443 (Trèves, 1889, thèse de doctorat à l'université de Leipzig; extrait de la *Westdeutsche Zeitschrift*, Ergänzungsheft, 5).

2. Le premier mari était Antoine, duc de Brabant, frère de Jean sans Peur, duc de Bourgogne, et oncle du duc Philippe le Bon. Il était mort à la bataille d'Azincourt en 1415. Le second mari d'Elisabeth avait été Jean de Bavière, frère

parents de ses maris prétendirent à quelques droits sur le Luxembourg. En 1427, Philippe le Bon réussit à conclure avec Elisabeth un traité par lequel il promettait de régler les nombreuses dettes de la duchesse qui lui promit en échange la possession du Luxembourg et du comté de Chiny avec tous les droits hypothécaires si elle mourait sans héritiers. Elle conféra le gouvernement au duc de Bourgogne en se réservant seulement les revenus, la collation des fiefs et la nomination des officiers qui, néanmoins, devaient prêter le serment de fidélité au duc. Ce traité dont celui-ci ne remplissait pas rigoureusement les clauses, relatives spécialement aux sommes promises dont le paiement était irrégulier et finit par cesser entièrement, compliquait la situation.

Le successeur de Sigismond, Albert d'Autriche, entama des négociations pour racheter le duché, mais les conférences restèrent sans résultat et bientôt, en 1439, il mourut prématurément. Deux filles, Anne et Elisabeth, se trouvaient substituées à ses prétentions. Anne, l'aînée, âgée de huit ans, était déjà fiancée au duc Guillaume de Saxe. Par un acte du 23 décembre 1439, la reine Elisabeth, veuve d'Albert, conféra tous ses droits sur le Luxembourg à sa fille Anne et les laissa en possession héréditaire à son gendre Guillaume, pour les dégager d'Elisabeth de Goerlitz et devenir lui-même seigneur du Luxembourg en réservant toutefois à un fils présomptif d'Albert le droit de rachat.¹

Cette question délicate et compliquée des affaires luxembourgeoises fut l'objet pendant les années suivantes de plusieurs traités aussitôt rompus que conclus. L'archevêque

de Guillaume, duc de Hollande, Zélande et Hainaut, mort en 1425. — V. au sujet des prétentions bourguignonnes, fondées sur les droits de ces deux défunts, l'exposé présenté dans l'instruction des ambassadeurs de Philippe le Bon pour les conférences de Mayence en 1454, Wurth-Paquet, *Table chronologique*, Publications, t. XXX, p. 53 s., 84 s., n^{os} 89 et 96.

1. Le roi Albert l'avait laissée enceinte, et quatre mois après la mort du mari elle accoucha de Ladislas, surnommé le Posthume, roi de Hongrie et de Bohême et duc d'Autriche.

de Trèves, Jacques de Sierck, intervint et s'immisça sans plus de succès. Ce n'était ni le parchemin ni les protocoles qui pouvaient régler définitivement une question dépendant moins des droits héréditaires ou hypothécaires que de la force des armes et de l'argent. Aucun des prétendants ne pouvait, sur ce terrain, se mesurer avec le riche et puissant duc de Bourgogne.

Malgré sa position défavorable¹ le parti Saxon, dirigé par le vaillant comte Ernest de Gleichen, représentant du duc de Saxe, soutint vigoureusement son droit contre les Bourguignons. Ses troupes étaient peu nombreuses, et lorsque Philippe le Bon, après de vaines tentatives de réconciliation, approcha avec une armée, elles furent contraintes de se borner à la défense des places fortes. Les débuts de la campagne, en dépit de la supériorité du nombre, n'avaient pas avancé beaucoup les affaires du duc de Bourgogne. La saison propice aux opérations militaires de cette première année de guerre ouverte en 1443, s'était consumée aux sièges de quelques châteaux et petites villes. L'hiver venu, les Bourguignons sentaient la disette. Mais en ce moment critique la ville de Luxembourg fut surprise dans la nuit très obscure du 21 novembre 1443 par une escalade imprévue sur un point des murs faible et mal gardé. Au matin du 22 novembre, Philippe entra avec son épouse et la duchesse de Goerlitz dans la ville conquise. Le château résista jusqu'au 11 décembre. Sa faible garnison affamée et sans secours capitula et se retira librement. Le comte de Gleichen, sorti avant la capitulation, continua la résistance à Thionville, mais bientôt intervint un traité conclu à l'abbaye de Munster près de Luxembourg, le

1. L'éloignement de la Saxe entravait l'envoi des troupes, des approvisionnements et gênait les communications des officiers et partisans saxons avec leurs princes; d'autres difficultés politiques telles que les affaires de la Basse-Lusace occupaient en outre les ducs de Saxe. V. sur la Lusace mon livre : *Wettiner und Wittelsbacher, sowie die Niederlausitz im XIV. Jahrhundert* (Dresde, 1894), p. 178

29 décembre 1443¹. Par ce traité, les ducs de Saxe résignèrent à Philippe le duché de Luxembourg et le comté de Chiny, dont le rachat fut réservé à Ladislas; le duc de Bourgogne en compensation devait leur payer les cent mille florins de Hongrie dus à Anne, épouse de Guillaume de Saxe, comme sa dot du côté paternel, et vingt mille florins comme part de son frère le roi Ladislas. Ce dernier conservait la faculté de rentrer dans les pays cédés en remboursant cette somme de cent vingt mille florins au duc de Bourgogne. Pour garantie de la cession du Luxembourg les ducs Frédéric et Guillaume devaient lui procurer des lettres patentes de Frédéric III, roi des Romains, par lesquelles celui-ci confirmerait le traité tant en sa qualité de roi des Romains que de tuteur des enfants du feu roi Albert.

La convention fut ratifiée le 24 mars 1444, par Philippe le Bon, mais ne le fut jamais par Frédéric III, ce qui empêcha l'échange des ratifications fixées au 31 mars 1444, à Coblenz. Le pouvoir du duc de Bourgogne n'en resta pas moins solidement établi. Investi au nom de sa tante Elisabeth de Goerlitz du titre de Mainbour et gouverneur des duché de Luxembourg et comté de Chiny, il en demeura le seigneur incontesté et exerça tous les droits d'un duc de Luxembourg. La fonction de lieutenant général fut confiée par lui au chef de son parti, Rupert, comte de Virnenbourg, après la mort duquel le poste passa au bâtard de Bourgogne, Corneille, malgré les prétentions du jeune fils de Rupert. Dans le cours de l'année 1444, les ducs de Saxe donnèrent quittances de quelques petites sommes² versées

1. V. Richter l. c. p. 64-68; de Barante, *Histoire des ducs de Bourgogne de la maison de Valois* (édition de 1825, Paris), VII, p. 131, 132, 140-154; Bertholet, *Histoire ecclésiastique et civile du duché de Luxembourg et comté de Chiny*, t. VII (Luxembourg, 1743) l. 73, p. 373 s., 413 s.; Wurth-Paquet, *Table chronol.*, Publications XXVIII (1873), p. 115 s., 124 s., 133, 165 s., 177, nos 213, 226-229, 233, 234, 245-249, 251.

2. Wurth-Paquet, Publications, t. XXIX (1874), p. 9, 23, 32, 33, 43, 45, 46, n° 15, 25, 30-35, 45, 50, 53; Richter, p. 71 s.

par Philippe le Bon, mais il est douteux qu'elles eussent de l'importance, car ils se réservaient toujours pour l'avenir leur prétention sur le duché. Cette incertitude tint toujours Philippe sur ses gardes. La participation de Guillaume de Saxe, comme allié de l'archevêque de Cologne, à la guerre contre la ville de Soest en Westphalie, lui fit craindre que la nombreuse armée de Guillaume n'envahit le Luxembourg et, par précaution, le 2 juillet 1447, il ordonna à son maréchal de Bourgogne, le seigneur de Blancmont, de renforcer la garnison de Luxembourg¹. Ses craintes étaient d'autant plus vives que des relations s'entamaient entre la Saxe et la cour de France; des ambassades allaient et venaient au commencement de 1448; l'alliance franco-saxonne conclue trois années auparavant était renouvelée.²

Philippe, qui tenait à assurer à tout prix la possession du Luxembourg à sa maison, avait essayé d'y parvenir au moyen d'un mariage de son fils Charles (le Téméraire), comte de Charollais, avec Elisabeth, fille cadette d'Albert, roi des Romains, et sœur d'Anne, duchesse de Saxe, et de Ladislas, roi de Bohême³. Cette union lui eût permis d'ac-

1. Wurth-Paquet, XXIX, p. 69, 73, n° 135, 152. — D. Plancher, preuves de l'Histoire de Bourgogne, t. IV, n° CL, p. cxv. — G. du Fresne de Beaucourt, Histoire de Charles VII (Paris 1888), t. IV, p. 355, 364.

2. Beaucourt, IV, p. 266, 360-365, et sur le traité du 13 février 1445, ibidem p. 68-70.

3. V. Ernst Birk, *Actenstücke, Herzog Philipps von Burgund Gesandtschaft an den Hof des roemischen Koenigs Friedrich IV in den Jahren 1447-1448* dans *Der Oesterreichische Geschichtsforscher* (publié par Jos. Chmel, Vienne, 1838), I, p. 231, spécialement l'instruction donnée par Philippe à son ambassadeur Henri de Heessel, p. 234 : « Item et successivement à ce que ledit messire Caspar (le chancelier du roi Frédéric, Gaspard Schlick), a ouvert audit Henry de traittier ung mariage de monsieur de Charrolois et de la fille de feu le roy Albert, seur du roy Lancelot (forme souvent adoptée par les Français au lieu du nom bohémien Ladislas, en tchèque Vladislav), disant que grant bien en advendroit, en tant que par ce moyen tel droit et action que ledit roy Lancelot avoit sur le pays de Luxembourg et aussi sur les pays de Haynau, Hollande et Zeeland, viendroit en union et en la main de mondit seigneur de Charrolois, — respondera et dira ledit Henry à icelui messire Caspar que mondit seigneur le mercie come dessus, et que de sa part il est très enclin de entendre audit mariage par la manière que dit est. » V. sur les négociations autrichiennes de 1447-1448 Beaucourt, IV, p. 353-358; Leroux, p. 203-211.

quérir, avec la main de cette princesse, les droits héréditaires de la maison de Bohême sur le Luxembourg. Il envoya son héraut Henri de Heessel à Vienne, mais le roi Frédéric se regardant comme tuteur de Ladislas, seulement pour les possessions autrichiennes, non pour celles de Bohême et de Luxembourg, se montra circonspect. Aussi ne voulut-il accorder à la princesse que la somme de trente mille ducats, taux ordinaire de la dot des princesses autrichiennes; il craignait en outre que des querelles vinssent à surgir avec les autres prétendants du duché, par exemple avec le duc Guillaume.¹

Le duc de Bourgogne de son côté demandait la même dot de 120 mille florins de Hongrie qui avait été promise à Anne de Saxe, somme qu'il devait lui-même au duc saxon, pour la renonciation consentie par ce dernier à ses droits sur la succession luxembourgeoise, en vertu du traité non réalisé de 1443-1444². Il désirait de plus que l'assignation de la dot donnée à Anne de Saxe sur le Luxembourg, fût transférée sur quelque autre partie des pays héréditaires de Ladislas. Mais le roi des Romains, sur ce chapitre, déclara positivement ne pas pouvoir donner plus que soixante-dix mille florins de Rhin, qu'on pourrait assigner sur le Luxembourg, réservés les droits d'autrui sur ce pays, dans l'impossibilité d'assigner d'autre province à Guillaume. Le roi refusa en même temps de faire peser sur les habitants du Luxembourg, en faveur du duc de Bourgogne, une mesure dérogeant aux prétentions saxonnes³, telle que l'était un mandement d'obéissance aux ordres de Philippe. A la suite de ces difficultés, qui parurent insurmontables, les négociations cessèrent en 1448.

1. Birk dans le « *Oesterreich. Geschichtsforscher*, I, p. 238 (réponse du roi Frédéric aux propositions de l'ambassadeur bourguignon).

2. Nous rencontrons la même somme quelques ans plus tard à l'occasion des nouvelles négociations sur un mariage du comte de Charollais en 1451, v. dans le suivant.

3. Voir le texte latin de la déclaration du roi Frédéric dans l'essai de Birk. l. c. I, p. 262.

Le 3 août 1451, à Trèves, Elisabeth de Goerlitz¹, duchesse de Luxembourg, qui dans les écrits du temps est communément nommée « duchesse ou dame de Bavière », passa de vie à trépas. Cet événement excita une nouvelle agitation. La partie anti-bourguignonne s'émut, ses espérances en faveur du duc de Saxe se réveillèrent. A peine Gérard, seigneur de Wiltz, déjà partisan saxon pendant la première guerre de 1443, apprit-il par une lettre de l'archevêque de Trèves la mort de la duchesse Elisabeth, que lui et son beau-frère Jean Hurte de Schoneck, transmirent la nouvelle à Guillaume avec un récit détaillé de la situation actuelle des affaires luxembourgeoises². Ils racontèrent comme un bruit que, dans la dernière maladie de la duchesse, les Bourguignons, assurés qu'elle n'en relèverait pas, avaient armé cinq ou six cents hommes pour entrer dans le pays de Luxembourg et y asseoir solidement le gouvernement de Philippe le Bon; que dans ces conjonctures Guillaume, comme héritier légitime, pourrait gagner le pays en envoyant, avec une petite troupe à cheval, un homme habile chargé d'adresser des mandats et des lettres aux États de Luxembourg, aux prélats, aux chevaliers et aux villes, pour réclamer ses droits héréditaires et pour les engager à se rallier au duc de Saxe. Tous les partisans de ce dernier se joindraient à son envoyé, lui ouvriraient leurs châteaux suffisamment approvisionnés et en bon état pour y résister quelque temps. Ils terminaient en pressant le duc de ne pas perdre un instant.

Peu de jours après, le 23 août, Gérard de Wiltz écrivit de nouveau³ au duc de Saxe en insistant : si le duc se présentait promptement en personne dans le duché, presque

1. Bertholet, *Histoire du duché de Luxembourg*, VII, p. 441 s.

2. V. la lettre de ces deux personnages datée du jeudi avant le jour de l'Assomption de la sainte Vierge, 12 août 1451, aux Archives générales de Dresde, section « Wittenberger Archiv » Chapitre « Luxemburgische Sachen, » fol. 110.

3. Lettre datée du lundi avant la Saint-Barthélemi de l'an 1451. — Loc. cit. fol. 111.

tout le pays lui écherrait facilement; le duc de Bourgogne se trouvait alors dans l'embarras du côté du roi de France, des Gantois, et même d'une partie de ses propres sujets; ces embarras ne lui permettraient pas d'agir vigoureusement contre le Luxembourg; d'ailleurs l'archevêque de Trèves favoriserait l'entreprise saxonne. Dans un post-scriptum¹, il ajouta que le bâtard de Bourgogne, gouverneur du pays, avait envoyé à plusieurs reprises des chevaucheurs au duc de Bourgogne pour lui demander les instructions à suivre dans les circonstances incertaines que créait la mort d'Elisabeth, mais que jusqu'alors aucun ordre du duc n'était arrivé.

Malgré les vives instances de ses adhérents, Guillaume ne se hâta point outre mesure, car il retint le messenger plusieurs jours; le 30 août, à Weimar, il répondit aux lettres de Gérard de Wiltz et de Jean de Schoneck, les remerciant de leurs bonnes intentions et les encourageant, sans entrer dans les détails de l'affaire². Mais il n'en suivit pas moins leurs conseils. Il écrivit ce même jour, 30 août, aux trois ordres des États du Luxembourg pour maintenir ses droits, c'est-à-dire aux abbés de Luxembourg, Echternach, Orval et Saint-Hubert, au comte (ruhegrave) de Salm, aux seigneurs de Rodemachern, de Fenestanges (Finstingen), Arbourg et Créhanges (Krichingen), à onze chevaliers, à quarante écuyers et aux juges et maires, échevins, conseillers et communautés des villes de Luxembourg, Grevenmacher, Arlon, Bastogne, Marche, Yvoix, Virton, Marville, Thionville, Koenigsmachern, Echternach, Bitbourg, Diekirch, Remersdael, Molsberg (Malberg?), Berchem, Limbourg, Chiny et Remich.³

L'éveil fut entendu et bon nombre de partisans répondirent

1. Loc. cit. fol. 113.

2. V. cette lettre datée du lundi, le jour des saints Félice et Auct, l. c. fol. 114.

3. V. l. c. fol. 116.

qu'ils conserveraient les droits des héritiers légitimes.¹ Mais ces déclarations qui semblaient devoir allumer une nouvelle guerre saxo-bourguignonne s'amortirent bientôt dans une conclusion pacifique. La lettre de Gérard de Wiltz, du 12 août, fait déjà mention d'un bruit répandu au pays que Guillaume de Saxe voudrait entrer en négociation avec Philippe le Bon, et lui céder ses droits moyennant une indemnité. Gérard ajoute qu'il ne pouvait y croire, d'après la propre déclaration du duc. Le bruit était néanmoins fondé. Les négociations depuis quelque temps suivaient leur cours. Le duc de Bourgogne, en bon diplomate, avait compris l'imminence du danger et craignant le renouvellement des anciennes rivalités, il coupa court aux hostilités en faisant au duc de Saxe des propositions au sujet des droits réservés sur le Luxembourg². Il usa du même procédé dont il s'était déjà servi en 1447. Ce procédé, fort usité d'ailleurs dans l'ancienne politique, consistait à recourir à un mariage ou plutôt à des fiançailles.

On n'avait pas même attendu la mort de la duchesse, dont la maladie était reconnue mortelle, car déjà vers le jour de la Nativité de Jean-Baptiste, le 24 juin 1451, arriva à Erfort un messenger de Philippe le Bon porteur pour la cour électorale d'une lettre où le duc de Bourgogne demandait pour son fils Charles, comte de Charollais, la main d'Anne, fille de l'électeur Frédéric de Saxe. Frédéric et son frère Guillaume agréèrent l'offre de leur ennemi ; ils nommèrent des ambassadeurs qui s'abouchèrent d'abord

1. V. l. c. fol. 119, la lettre du magistrat de Thionville du 15 septembre et aux f. suivantes 123-131 celles de plusieurs villes et seigneurs, de la ville de Koenigsmachern, des seigneurs d'Elter, Valkenstein, Roldingen, Putlingen, etc.

2. Leroux, p. 282, dit que ce fut Frédéric qui entama le premier les négociations et le récit de Hartung Kammermeister, historien Erfortien, confirme cette opinion : v. sa chronique, publiée par Rob. Reiche (Halle, 1896, *Geschichtsquellen der Provinz Sachsen* t. XXXV), p. 115. Mais le témoignage précis du chroniqueur Conrad Stolle, publié par L. F. Hesse (au tome XXXII de la *Bibliothek des litterarischen Vereins*, Stuttgart 1854), p. 41, semble prouver que ce fut Philippe qui fit le premier pas en envoyant une lettre aux ducs de Saxe.

avec ceux de Bourgogne dans la petite ville de Dueren¹, puis à Aix-la-Chapelle, sans aboutir à aucun résultat². Mais les conférences furent reprises à Maastricht avec apparence de succès³. Au nombre des négociateurs figuraient plusieurs personnages ayant assisté déjà aux pourparlers précédents sur le Luxembourg. On voit parmi les Bourguignons Jean Jeoffroy, abbé de la célèbre abbaye de Luxeuil (Haute-Saône, arrondissement de Lure), déjà cité dans le traité de Munster, entre Philippe et Guillaume, le 29 décembre 1443, et Adrien van der Ee, maître de la chambre des comptes et trésorier des chartes et privilèges des duchés de Brabant et de Limbourg, envoyé une première fois à Vienne, en 1447, pour le mariage avorté du comte de Charollais avec Elisabeth, sœur de Ladislas roi de Bohême. Parmi les Saxons reparait le vaillant champion et gouverneur du Luxembourg de 1443, Ernest, comte de Gleichen, et le grand-maréchal du duc Frédéric, Georges de Bebembourg, employé pareillement au traité de Munster en 1443. Tous ces représentants, de part et d'autre hommes habiles et initiés déjà à cette négociation épineuse, avaient été choisis soigneusement. Pour faciliter les négociations ultérieures une trêve de trois ans mit un terme provisoire à l'état d'hostilité latente qui n'avait cessé d'exister depuis 1444 entre les deux puissances.

Les points essentiels du projet de mariage furent arrêtés⁴. Frédéric donnait en dot à sa fille cent vingt mille florins de Hongrie, et le comte de Charollais assignait à sa future épouse une rente annuelle de dix mille florins. Cependant le duc de Saxe ne voulait pas payer en monnaie cette énorme

1. Ville de la Prusse Rhénane entre Cologne et Aix-la-Chapelle.

2. Ceci résulte du texte du traité de Maastricht en tête duquel sont énumérés les préliminaires de la conclusion du traité du 26 septembre 1451. Stolle, l. c., p. 41, parle seulement de l'entrevue d'Aix-la-Chapelle.

3. Maastricht dans les Pays-Bas, capitale de la province de Limbourg, située sur la Meuse, à l'ouest d'Aix-la-Chapelle.

4. V. la trêve dans l'appendice n° I, et le traité de mariage n° II.

somme de cent vingt mille florins. Son fils Frédéric était fiancé avec Elisabeth, sœur de Ladislas et d'Anne, à qui ce dernier avait promis comme dot cent mille florins. Ce chiffre augmenté d'autres vingt mille florins dus par Ladislas à Frédéric devait solder la dot entière de la fille de l'électeur. Le comte de Charollais n'aurait ainsi reçu aucun argent, mais il aurait pu se croire garanti de la part de son beau-père, dans la possession ultérieure du Luxembourg. Frédéric en effet résignait pour lui-même et pour son fils toutes prétentions sur ce duché. L'acquiescement du duc de Bourgogne à ces conditions montre quelle importance il attachait à cette possession. Il s'engagea même à payer en quatre ans à Guillaume les cent mille florins hypothéqués sur le Luxembourg en faveur d'Anne son épouse. La main de la princesse saxonne aurait ainsi coûté cher à la Bourgogne, mais Philippe le Bon ne reculait devant aucun sacrifice pour annexer irrévocablement à ses États le Luxembourg dont il était déjà possesseur réel, et sur lequel les Saxons n'avaient que des assignations sur papier, sans un pouce de terre.

Philippe le Bon, en même temps, pour affermir sa position, convoqua au château de Luxembourg les trois États du pays où fut renouvelée la reconnaissance officielle de ses droits¹, mais il ne fut toutefois reconnu que comme seigneur engagiste et non héréditaire². Cette affaire lui tenait tellement au cœur qu'il se fit représenter à cette assemblée par son célèbre chancelier Nicolas Rolin, un des premiers hommes d'État de cette époque.³

1. V. Wurth-Paquet, l. c. t. XXX, p. 12-17, n° 14-16, actes des 25 et 28 octobre 1451. V. aussi l'acte du 1^{er} août 1450, t. XXIX, p. 97, n° 251.

2. « Salvo semper iure proprietariorum, sive heredum patriarum Luccemburgensium et de Chini pretactarum, quorum etiam ius celsitudo sua, prout ipsis dici et declarari fecerat, in nullo diminuere ymo potius tueri et defendere volebat. » Car cela était interdit dans le traité de Maastricht du 26 septembre, v. appendice n° I. « Ab receptione huius modi iuramentorum fidelitatis ac iuris se faciendi recipi pro domino hereditario ac attentatione illorum abstensum iri ab utraque parte dictorum dominorum. »

3. L'hôtel du chancelier Rolin, rue des Bancs, à Autun, est aujourd'hui la propriété et le siège de la Société Eduenne.

La conclusion du traité de Maastricht arrêtée, les conseillers saxons retournèrent vers la Thuringe, accompagnés des Bourguignons, qui devaient visiter la cour des Wettiniens, pour voir la princesse et en référer au duc de Bourgogne avant la confirmation définitive du traité. Cette réserve était d'usage au moyen âge, dans les cours, et stipulée directement au contrat¹. Le comte de Gleichen et le chevalier de Bebembourg se séparèrent à Mayence de leurs collègues pour vaquer à d'autres commissions de leurs maîtres², mais Jean d'Allenblumen³, le troisième ambassadeur saxon, accompagna les trois délégués bourguignons, c'est-à-dire l'abbé de Luxeuil et les deux conseillers de Philippe le Bon, Adrien van der Ee et Guillaume de Contay⁴. A Erfort, le bailli ducal de Gotha, nommé Itel Daniel, se joignit par ordre de son prince à la cavalcade avec le jeune fils de Jean d'Allenblumen, pour escorter les étrangers. Ceux-ci, après quelques jours d'arrêt, quittèrent la ville d'Erfort le 31 octobre 1451, pour se rendre au monastère de Pforta près de Naumbourg.⁵

1. « Si modo etas personaque tam ipsius domini Karoli quam ipsius Anne habiles et grate fuerint invicem, postquam, ut moris est principum, vise et perspecte fuerint persone dictorum domini Karoli et Anne relacioque per illos, qui ad id destinabuntur, antedictis dominis nostris facta grataque fuerit ». V. appendice n° II.

2. V. la *Chronique Erfortienne* de *Kammermeister*, publiée par Reiche, p. 116.

3. Ce chevalier était docteur ès droit, bailli de l'archevêque de Mayence à Erfort et conseiller des ducs de Saxe.

4. Les noms des ambassadeurs bourguignons nous sont traduits par la chronique de Stolle, par la lettre de Philippe le Bon du 6 décembre 1451 (appendice, n° III), et par une charte du duc Guillaume du 16 avril 1452 (la convention de Guillaume avec la ville d'Erfort sur les châteaux de Capellendorf et Wachsenbourg). Guillaume le Josne, sieur de Contay et de Fricourt, était aussi membre de l'ambassade bourguignonne à Cologne 1452 (v. dans le suivant). Il était conseiller du grand conseil et chambellan du duc, et dans le traité de Cologne du 3 août 1452, il est titré de « maître de l'hôtel de la duchesse »; dans l'état des officiers et domestiques de Philippe, publié au tome II des « Mémoires pour servir à l'histoire de France et de Bourgogne » (Paris, Gandouin et Giffard, 1729), p. 192, 218, 222 (répété par le baron de Reiffenberg, dans les *Mémoires de Jacques du Clercq, sous le règne de Philippe le Bon*, II^e édition, Bruxelles 1835, tome I, p. 157, 167, 170). Sur Adrien van der Ee v. Reiffenberg, *Mém. de J. de Clercq*, I, 202, n° v.

5. Stolle, *Chronique*, p. 43, 44; Leroux, p. 282, a confondu deux noms de localités très différentes, Stolle dit : « Ils se proposèrent de chevaucher vers Numburg, »

Les ducs Frédéric et Guillaume, après de longues guerres excitées par la jalousie de Guillaume et fomentées par quelques-uns de ses conseillers, membres de la noble et puissante famille des Vitzthums (Vicedoms) venaient de se réconcilier. Guillaume, éclairé sur la conduite des chevaliers Apel et Busse Vitzthums, frères, issus de la branche de Rossla, et irrité contre ses anciens favoris, leur réclama diverses possessions antérieurement concédées, surtout le château et le district de Cobourg. Le refus d'Apel Vitzthum menaçait la Thuringe d'une guerre intestine que la ville d'Erfort et le margrave Albert de Brandebourg avec le concours des princes et seigneurs voisins parvinrent à prévenir au moyen d'une trêve. Les arbitres devaient se réunir le 11 novembre (à la Saint-Martin) à Lichtenfels. Sous la garantie de la trêve les ambassadeurs bourguignons se crurent en sûreté, mais Apel Vitzthum, établi au château de Cobourg, avait mandé à ses frères Busse et Bernard, occupant le château de Capellendorf¹, de les arrêter au passage, les piller², rançonner et s'en faire des otages contre le duc Guillaume pour l'amener à composition.

Les voyageurs avaient fait la plus grande partie de la route et s'approchaient de la Saale qu'ils devaient passer près de la saline de Koesen, à courte distance du monastère de Pforta. Ils avaient franchi déjà les collines près du village de Hassenhausen, pour descendre dans la vallée de la Saale, lorsqu'ils furent surpris par Bernard Vitzthum à la tête de cinquante cavaliers. Le convoi bientôt dispersé, Daniel, l'officier chargé de l'escorter par Guillaume, joua

et Leroux a pris *Numburg* (aujourd'hui *Naumbourg*, province de Saxe, dép. de Mersebourg, alors une modeste ville connue comme siège épiscopal, située à l'est d'Erfort) pour *Nurnberg* (aujourd'hui *Nürnberg*, la grande ville commerciale et industrielle de Franconie, en Bavière, alors une des plus puissantes villes impériales, située au sud d'Erfort).

1. Capellendorf, château dans le grand-duché de Saxe-Weimar, district de Weimar, entre Weimar, Jena et Apolda.

2. Les envoyés emportaient de précieux dons pour la princesse en bijoux et en argent.

dans cette escarmouche un rôle suspect. Sans tenter d'exciter les habitants à attaquer et poursuivre les assaillants, il s'enfuit à Erfort d'où il avisa le duc Guillaume à Weimar. Celui-ci soupçonnant de sa part des intelligences secrètes avec les Vitzthums, le tint en suspicion¹ et ne lui rendit sa faveur que par une lettre datée de Weimar, le 24 juin 1452, après une enquête sérieuse sur sa conduite et lorsque les ambassadeurs eux-mêmes, remis en liberté, l'eurent innocenté.

La lâcheté du bailli IteI Daniel avait permis aux Vitzthums d'échapper et de se sauver dans leurs châteaux avec les prisonniers au nombre de trente-huit, parmi lesquels le jeune comte Erwin de Gleichen, fils du comte Ernest². On conduisit à Capellendorf les deux conseillers bourguignons et Guillaume d'Allenblumen avec une douzaine d'hommes de la suite; et à Leuchtenbourg, l'abbé de Luxeuil, Jean d'Allenblumen et le reste des captifs.

A peine le duc Guillaume apprit-il à Weimar le guet-apens ourdi par ses vassaux, qu'il convoqua ses gens, se ligua avec Erfort³ et d'autres villes de Thuringe, de concert avec son frère Frédéric⁴ qui accourut à la tête de ses troupes pour venger l'outrage fait à son propre nom, dans la personne des ambassadeurs. Le comte Ernest de Gleichen avait écrit au duc Frédéric de transmettre à son frère Guillaume son sceau pour sceller dans sa chancellerie les lettres qu'on se préparait à adresser aux voisins au nom

1. V. la *Chronique de Stolle*, publiée par Hesse, p. 44.

2. Le jeune comte de Gleichen est nommé seulement dans le défi adressé aux Vitzthums par le comte Ernest, le 15 décembre 1451. V. J. J. Müller *Reichtags-Theatrum, wie solches unter Keyser Maximilians I. Regierung gestanden* tome, I (Jena 1718), p. 405, n° 17.

3. V. la lettre de Guillaume du 6 novembre à la ville d'Erfort; Archives de Dresde, Copial 1, fol. 210b, et le traité de Guillaume avec la ville du 9 novembre, *ibid.* XIV, 73, fol. 166 et 74, fol. 143.

4. V. le mandement de Frédéric à ses sujets, d'envoyer sur le champ soldats, charriots de guerre, artillerie, daté de Leipsic le 3 novembre; Archives de Dresde, Copial 1, fol. 209; mandement de Guillaume v. C. W. Schneider, *Sammlungen zur Geschichte Thuevingens II* (Weimar 1772), p. 264.

des deux ducs¹ ; elles furent envoyées de suite aux électeurs du Saint-Empire, aux princes alliés de Brandebourg, Hesse, Bavière et Brunsvic, aux évêques voisins de Magdebourg, Wurzbourg, Bamberg, Eichstedt, Hildesheim et Halberstadt ; aux magistrats de Mulhouse, Northouse, Brunsvic, Magdebourg, Halle, Halberstadt et Quedlinbourg, réclamant leur concours contre les rebelles². Les margraves Frédéric, Jean, Albert et Frédéric le jeune de Brandebourg, le landgrave Louis de Hesse, le duc Louis de Bavière, les comtes de Gleichen, de Nassau, de Henneberg, de Schwarzbourg, etc., les évêques Antoine de Bamberg et Godefroy de Wurzbourg, l'abbé Renard de Fulda, une foule d'autres seigneurs, de simples gentilshommes de la Thuringe, de la Saxe électorale, de la Basse-Saxe, de la Hesse, de la Franconie³ déclarèrent la guerre aux Vitzthums, presque généralement haïs tant pour leurs usurpations, leur arrogance et leurs intrigues que pour leur puissance.

La nouvelle de la violation flagrante du sauf-conduit s'était répandue aussi au delà du Rhin, et, le 6 décembre, le duc de Bourgogne écrivait de Bruxelles au duc de Saxe pour réclamer l'élargissement de ses ambassadeurs⁴ ; mais avant l'arrivée de cette lettre en Thuringe, la justice avait rigoureusement repris ses droits. Tous les châteaux des Vitzthums furent attaqués : Wachsenbourg, au sud-ouest d'Erfort, fut conquis par les Erfortiens le 10 décembre 1451, après un siège de près d'un mois ; Leuchtenbourg, à l'est de Kahla, sur la Saale, où le duc Guillaume se montra le 15 décembre, capitula le lendemain ; le château de Capellendorf, à l'est de Weimar, qui résista

1. V. cette lettre du 3 novembre (mercredi après la Toussaint) ; Archives de Dresde, Copial 1, fol. 206.

2. V. la liste des destinataires de ces lettres aux Archives de Dresde, Copial 1, fol. 212^b, les lettres mêmes, fol. 210-213, Copial 48, fol. 204, et la *Chronique de Kammermeister*, p. 117.

3. V. Ces 59 déclarations dans Müller, *Reichstags-Theatrum unter Maximilian I*, t. I, p. 401-416.

4. V. à l'appendice n° III la lettre du duc de Bourgogne.

presque deux mois, fut pris le 30 décembre, et en dernier lieu Dornbourg sur la Saale, au nord-est de Jena, après quelques jours de siège.¹

On trouva à Leuchtenbourg et Capellendorf les députés bourguignons, les deux Allenblumen père et fils et les autres prisonniers sains et saufs. Guillaume, pour les dédommager de leurs insultes, les traita très splendidement à Jena²; puis ils se rendirent à Leipsic où eurent lieu des négociations dont le détail nous est inconnu. Le 24 janvier 1452, Frédéric donna aux ambassadeurs une lettre pour le duc de Bourgogne³ dans laquelle il relate les événements, ses efforts pour le châtement des criminels et pour la délivrance des délégués, puis les congédia en les chargeant d'informer leur maître de la marche du projet matrimonial.

La mort imprévue du jeune prince Frédéric, fils de l'électeur, interrompit l'expédition du traité; car la dot de sa fiancée Elisabeth, sœur de Ladislas, promise par ce dernier, avait été destinée à être transférée et assignée sur le Luxembourg comme dot d'Anne, sœur du jeune Frédéric, et cette translation devint vaine par l'impossibilité de ce mariage bohémien du jeune prince. Les conseillers saxons et bourguignons entamèrent donc de nouvelles conférences à Cologne, au mois d'août 1452, pour régler définitivement les conditions du mariage. Le duc de Bourgogne avait choisi pour le représenter Jean, comte de Nassau, et Vianen, sieur de Bréda, sénéchal de Brabant, Guillaume, sieur de

1. Sur les faits militaires, v. les *Chroniques* de Stolle, p. 45, 49, de Kammermeister, p. 117, 125. *Chronicon terre Misnensis* ed. Gersdorf (Leipsic 1839), p. 9, continuation des *Annales Veterocellenses* publ. par L. Schmidt, *Zeitschrift des Vereins f. Thuring. Geschichte* XVIII, p. 473. — Apel, Busse et Bernard Vitzthums trouvèrent un asile en Bohême où ils acquirent de grandes possessions et plus tard entrèrent au service de Georges de Podiebrad, roi de Bohême. Après quelques ans encore les ducs de Saxe demandèrent satisfaction aux Vitzthums des violences exercées contre les Bourguignons, spécialement du traitement inhumain de l'un des conseillers pendant le siège de Copellen.

2. V. la chronique de Kammermeister, p. 122, n° 2.

3. V. la lettre de Frédéric, appendice, n° IV.

Contay et de Fricourt, maître d'hôtel de la duchesse de Bourgogne, maître Adrien van der Ee, tous deux membres antérieurement de l'ambassade en 1451 à la cour électorale, maître Jean Vincent, licencié en droit, conseiller et maître des requêtes du duc. Ernest de Gleichen et Jean d'Allenblumen, membres aussi des conférences de 1451, auxquels étaient joints Nicolas de Wallsee, secrétaire de Frédéric, Hunold de Plettenberg, docteur et scolastique du chapitre de Saint-Sévère à Erfort, et Frédéric de Herde, représentaient les Wettiniens. La convention de 1451 essuya quelques modifications par cette nouvelle du 3 août 1452. ¹

D'après le nouveau traité, la princesse Anne devait recevoir les cent vingt mille florins de Hongrie formant primitivement la dot de sa tante Anne, épouse de Guillaume, assignée sur le Luxembourg et les vingt mille florins que le roi Ladislas devait au duc Frédéric. Le duc de Bourgogne payait à Guillaume, en compensation de la dot de son épouse, soixante mille florins de Hongrie. La princesse devait être pourvue des robes, vêtements, bijoux et joyaux assortis à sa naissance et à sa destinée. Les ducs s'engageaient à la faire conduire à Cologne ou à un autre lieu prochain pour y être reçue par les députés de Philippe le Bon qui devait lui assigner une rente de dix mille florins sur des possessions de ses Etats, avant la consommation des noces. Le comte de Charollais pourrait à ces conditions s'approprier le nom, les armes et les droits d'un duc de Luxembourg et comte de Chiny; Guillaume et son épouse résigneraient pour jamais toutes prétentions sur ces pays. On devait en outre travailler à obtenir la confirmation du roi Frédéric comme tuteur de Ladislas et de ses sœurs et comme roi des Romains. Ladislas, roi de Hongrie et de Bohême, conservait, comme cela est montré précédemment, la faculté à perpétuité de recouvrer le Luxembourg en

1. V. le traité de Cologne, appendice, n° V, du 3 août 1452.

remboursant les cent vingt mille florins assignés sur le duché. Les délégués des deux parties stipulèrent encore pour leurs princes le droit de la décision définitive qu'ils devaient faire connaître avant le jour de la Sainte-Croix, 14 septembre, au comte de Nassau dans son château de Siegen. Toutes les conditions exécutées, la conclusion officielle du traité était fixée à Bacharach le 16 octobre 1452¹.

Ces préliminaires mettaient l'affaire en bonne voie, mais les efforts des diplomates et tous les frais de voyage furent en pure perte. La ratification, vraisemblablement, n'eut pas lieu sur le refus de Ladislas et du roi des Romains, nécessaire pour garantir les Bourguignons contre des querelles et des prétentions continuelles. Ladislas se prépara même, sur la fin de 1452, à reconquérir le Luxembourg. A la date du 20 décembre, il adressa des lettres patentes aux habitants du duché, en réclamant la possession, et convoqua une diète pour recevoir leur hommage et serment de fidélité; dix jours après, il nomma ses plénipotentiaires pour prendre possession du pays. Le lendemain, il confirma tous les privilèges des habitants²; en février 1453, ses partisans se révoltaient contre le régime de Philippe le Bon, mais le gouverneur établi par le duc de Bourgogne³ sut maintenir son autorité et tenir en échec ses ennemis. Selon la relation du monastère de Saint-Esprit, les troubles de février 1453 étaient excités par Guillaume de Saxe⁴, erreur évidente. Les Saxons n'eurent aucune part à ces hostilités et observèrent la trêve de trois années conclue le 26 septembre 1451.

1. Siegen, ville de la Westphalie, dép. d'Arnsberg, à l'est de Cologne; Bacharach sur le Rhin, ville de la Prusse Rhénane, dép. de Coblenz, entre Bingen et Coblenz.

2. Wurth-Paquet, Publications de l'institut de Luxembourg, t. XXX, p. 26, 29, n° 43 (20 décembre), 46 (30 décembre), 47 (31 décembre 1452).

3. Ce gouverneur était alors Antoine, sieur de Croy, qui succéda à Corneille, bâtard de Bourgogne, tué par les Gantois à la bataille de Rupellemonde, le 16 juin 1452, — Wurth-Paquet, l. c., p. 23, 29, n° 33, 48. Sur les affaires de Gand qui gênèrent fortement le duc à cette époque, v. de Beaucourt, *Histoire de Charles VII*, t. V, p. 229-260.

4. Wurth-Paquet, l. c., p. 32.

Le parti de Ladislas seul se souleva, car à ce moment les prétentions du roi de Bohême n'étaient pas moins hostiles aux Saxons qu'aux Bourguignons. Une lettre des plénipotentiaires de Ladislas, datée de Trèves le 1^{er} mars 1453, dans laquelle il lui annoncent la prise de Thionville par Wickhart de Polheim, son capitaine du pays de Luxembourg, montre clairement que ces troubles étaient causés par les émissaires et les adhérents du roi de Bohême.¹

Dans une ordonnance du 13 mai 1453, Ladislas déclarait ouvertement que tous les bruits répandus sur sa prétendue disposition à vouloir céder ses droits sur le Luxembourg, étaient faux et qu'il ne songerait jamais à les aliéner². Toutes ces mesures de Ladislas, qui remontent aux derniers mois de 1452, prouvent suffisamment que les efforts tentés par les Saxons pour obtenir son consentement, comme principal représentant des droits héréditaires sur le Luxembourg, au traité intervenu entre eux et Philippe le Bon, n'aboutirent pas.

Le duc de Bourgogne n'en persista pas moins à rester maître du duché. Jacques, archevêque de Trèves, s'entremît pour un rapprochement. Le 8 septembre 1453, dans son château de Pfalzel près Trèves, il ménagea entre Ladislas et Philippe une suspension d'armes qui fut ratifiée par ce dernier, le 18 octobre de la même année. L'accommodement définitif était fixé à Mayence, pour le premier dimanche de carême (10 mars) 1454. Les Bourguignons y arrivèrent au jour convenu, et les Bohémiens, par suite de quelques difficultés de chemin, quatre jours plus tard. Malgré la pressante médiation de l'archevêque, les négociations, qui durèrent du 16 au 25 mars, n'avançaient pas³, mais ces démêlés sont hors de notre sujet⁴. L'assemblée de Mayence

1. Wurth-Paquet, l. c., p. 33, n° 56.

2. Wurth-Paquet, l. c., p. 34, n° 59.

3. Wurth-Paquet, p. 39-49, 53-97, n° 69, 70, 72, 74, 77, 89, 94, 96.

4. Sur la suite des relations de Philippe et de Ladislas, v. de Beaucourt, t. V, p. 396-399, et t. VI, p. 156-172; Leroux, p. 283, 284; Wurth-Paquet, p. 3, 83, 115-133, 156; Bertholet, *Hist. de Luxembourg*, t. VII, p. 463-466.

ne nous intéresse que par l'arrivée des ambassadeurs de Frédéric et de Guillaume, chargés une fois encore de remanier le traité de mariage d'Anne de Saxe, avec le fils de Philippe. Le 25 mars 1454, jour de l'Annonciation de la sainte Vierge, qui termina les discussions avec les Bohémiens, les deux chefs de l'ambassade de Bourgogne, Jean, comte de Nassau, et Jean, sieur de Bergues-op-Zoom, chevalier belge, signèrent un nouvel acte, — le troisième dans cette même affaire, — avec les délégués saxons, Ernest, comte de Gleichen, et Georges de Bebembourg.¹

Les conférences prirent cette fois une autre tournure qu'en 1451 et 1452. Il n'est plus question des prétentions de Guillaume au Luxembourg comme mari de la sœur de Ladislas. Pas un mot d'une assignation de dot de la princesse Anne sur le Luxembourg! La question du mariage de la fille de Frédéric avec le comte de Charollais est entièrement distraite de la question du Luxembourg qui concerne spécialement Guillaume. En 1451, les Saxons avaient voulu ne rien payer argent comptant, mais assigner la dot des 120 mille florins sur le Luxembourg; ils réclamèrent même un dédommagement très considérable de la même somme pour la dot due à Guillaume. En 1452 ce dédommagement était réduit à soixante mille florins. A présent Philippe savait que les prétentions saxonnes sur le Luxembourg avaient perdu de leur gravité et qu'elles étaient moins menaçantes que celles de Ladislas. Frédéric ne pouvant plus payer la dot de sa fille par une simple assignation sur un pays dont il ne possédait rien, s'engagea à verser au comte de Charollais une somme de cent mille florins de

1. V. Cet acte, dit « Avisamenta », Wurth-Paquet, p. 97, n° 98. Parmi les délégués se trouvait aussi Adrien van der Ee qui a figuré comme membre dans presque toutes les négociations luxembourgeoises du duc de Bourgogne. Il n'est pas nommé dans le texte des Avisamenta, mais à la marge de cette pièce et dans les négociations avec les Bohémiens. Sur le voyage des ambassadeurs saxons à Mayence, v. Archives de Dresde, Locat. 4335, n° 16 : « Rechenunge der Amptlewte Sachsen, Meyssen und Voytlant anno Domini MCCCCLV, » fol. 49, sous le titre « Mencz », 281 c, 282 b.

Rhin, dont vingt mille après la consommation du mariage ; pour les trente mille florins suivants, payables en argent comptant, il devait compter annuellement quinze cents florins de rente, rachetables par un versement de trente mille florins ou par trois paiements de dix mille florins chacun. La seconde moitié de la dot, cinquante mille florins, serait assignée sur la principauté et l'électorat même de Saxe. Les autres articles, prévoyant la mort de l'un des deux époux, avant ou après la naissance d'enfants, n'étaient pas moins favorables au duc de Bourgogne. Les ambassadeurs fixèrent pour terme d'une ratification éventuelle le jour de Saint-Jean-Baptiste, 24 juin 1454, mais en cas de refus d'une des parties elle était tenue de l'annoncer à l'autre un mois après la fête de Pâques.

Là finissent les documents sur le projet de mariage. Philippe le Bon en avait déjà conçu un autre, celui de marier son fils avec Elisabeth de Bourbon, fille du duc Charles de Bourbon et de la sœur de Philippe, projet qui malgré quelques difficultés et l'opposition de la duchesse de Bourgogne se réalisa cette année même, par la ferme volonté de Philippe.¹

Mais ce changement fut étranger à la rupture entre la Saxe et la Bourgogne. Avant que la cour de Saxe pût être informée des nouvelles fiançailles du comte de Charollais, Frédéric de son côté avait pris la résolution de ne pas souscrire aux conditions des conférences de Mayence qui, vraisemblablement, lui semblaient trop onéreuses. Au dos du texte allemand de cette convention², conservé aux archives de Dresde, nous lisons quelques annotations faites dans la chancellerie de l'électeur ; la première concerne la réponse négative qu'on allait donner au duc de Bourgogne : « Il » faut envoyer réponse à Cologne le dimanche après saint

1. V. Beaucourt, t. V, p. 399 s.

2. L'original de la convention de Mayence est rédigé en latin, v. Wurth-Paquet, l. c.

Servais¹. » Or le dimanche après saint Servais tombait le 19 mai, terme fixé précisément pour dénoncer dans le courant du mois après Pâques un refus éventuel, stipulé dans le traité, car Pâques tombait en 1454 le 21 avril; la réponse dans le cas d'acceptation eût été retardée jusqu'au 24 juin, jour fixé pour la ratification, si elle eût eu lieu. L'envoi prématuré au 19 mai prouve bien que Frédéric, après des négociations qui l'avaient occupé depuis trois ans, reconnaissait plus de charges que de profits à accepter la solution proposée.

Anne fut mariée en 1458 à un des plus célèbres princes du Saint-Empire, redouté à l'égal de Charles le Téméraire comme guerrier vaillant et intrépide, Albert, surnommé « Achille », margrave de Brandebourg. Les droits de Guillaume de Saxe sur le Luxembourg restaient ouverts. La mort sans héritier de Ladislas en 1457 fortifiait les prétentions dont le duc fit usage dans ses négociations avec Charles VII, roi de France.²

1. V. ces notes au dos du texte allemand des Avisamenta de Mayence qui se trouve dans la section Wittenberger Archiv. des Archives de Dresde, chapitre « Vermählungen », fol. 30. V. aussi ibidem au chapitre « Burgund » fascic. I, fol. 3, une lettre d'Ernest, comte de Gleichen, à Guillaume sur la communication qu'on devrait faire au comte de Nassau, concernant le Luxembourg.

2. V. pour ces dernières affaires du Luxembourg, 1458-1462, van Werveke, *l'Acquisition définitive du pays de Luxembourg, par Philippe, duc de Bourgogne*, dans le « *Luxemburger Land* », nouvelle série, t. IV, (Luxembourg 1886), p. 3 s. Beaucourt, *Histoire de Charles VII*, t. VI p. 172-178, 203-208, 267-269, 278, 279, 291-295, 342, 343; W. Lippert, « *l'Année de naissance et le Projet d'un mariage français de Margarete de Saxe* » dans le « *Neues Archiv fuer Saechsische Geschichte* », t. XIII (Dresde 1892), p. 108 s., et « *la Saxe et la Bourgogne, une question luxembourgeoise du quinzième siècle* » dans le « *Dresdner Anzeiger* » du 14 novembre 1895 n° 317. Aux études de Werveke sur les dernières relations luxembourgeoises entre la Saxe et la Bourgogne jusqu'en 1466, j'ajoute qu'après dix ans, encore une fois, la question luxembourgeoise formait l'objet de négociations entre les ducs de Saxe et le roi de Bohême : c'était au printemps de 1477, lorsque, après la mort de Charles le Téméraire dans la bataille de Nancy, ces anciens compétiteurs se disposèrent à reprendre leurs droits prétendus; v. Archives de Dresde, Witt. Arch., Luxemburg. Sachen fol. 665-678.

APPENDICE

I

MAASTRICHT, 26 SEPTEMBRE 1451.¹

Traité d'une trêve triennale entre Philippe, duc de Bourgogne, et Frédéric et Guillaume, ducs de Saxe.

Nos Anthonius, dominus de Croy, comes de Porcien ac dominus de Renti et de Arscot, illustrissimi domini ducis Burgundie et Brabancie primus cambellanus, Johannes, abbas et dominus Luxovii², decanus Vergeii³, sanctissimi domini nostri pape referendarius, Johannes de Angea, dominus de Kestergate, vicecomes de Grymbergen⁴, magister hospicii dicti domini ducis et ammanus suus Bruxelle, Johannes de Erpe⁵, licenciatus in utroque iure, persona personatus de Gheele, scolasticus in Merbeka⁶ et dominus de Berxhem, magister requestarum hospicii ducalis, et Adrianus van der Ee, magister camerarum compotorum necnon thesaurarius cartarum ac privilegiorum ducatum Brabancie ac Lymburgie, antedicti domini ducis Burgundie et Brabancie consilarii et oratores ex parte una, et nos Arnestus, comes de Glichen, dominus in Blanckenhain⁷, magister curie illustrissimi domini ducis Saxonie Frederici⁸, Georgius de Bebemburg, eiusdem domini ducis Frederici supremus⁹ mariscalcus, scutifer, et Johannes de Allenblomen, doctor et miles, vicedominus Erfordensis, illustrissimorum principum dominorum Frederici et Guillelmi, ducum Saxonie, lantgraviorum Thuringie, marchionum Missenne¹⁰, legati et oratores ex altera, notum facimus universis, quod cum certus inter nos tractatus conceptus sit ad unionem, fedus et pacem nostrorum principum antedictorum dominorum Burgundie atque Saxonie, ne tamen interim, quod per nos conclusa executionem atque effectum plenum expectant, per cuiuslibet guerre inter dominos nostros aut sibi adherentes

1. La pièce est déjà imprimée par Wurth-Paquet, Public. de l'Institut de Luxembourg, XXX, p. 10, n° 11, mais avec beaucoup de variantes, dont j'annote les plus remarquables, spécialement dans les noms propres.

2. Luxonii. — 3. Vergeri. — 4. Grimberghe. — 5. Orpe. — 6. Merleka. — 7. Blanckenhem. — 8. Friderici. — 9. Les mots « supr. marisc. scut. — Frid. et Guil. ducum » manquent. — 10. Miscenne.

occasionem animos alterutrius partis exacerbari contingat, omnimodam inter predictos dominos nostros abstinenciam guerre ac belli treugasque bonas et firmas hinc ad triennium conclusimus atque firmavimus, concludimusque et firmamus per presentes, ita quod, licet inter nos aperta sint media quedam, per que iuramenta fidelitatis et obediencie necnon ius faciendi se pro domino¹ recipi in atque ad patrias Lucenburgensis ducatus et comitatus de Chiny ultro citroque contendebamus² unaquaque³ parcium inter nos suo domino iura huiusmodi deberi asseverante, tamen spe summi proventus et boni, quod ex tractatu presenti speramus, consensimus et dominorum nostrorum nomine conclusimus, ab recepione huiusmodi iuramentorum fidelitatis ac iuris se faciendi recipi⁴ pro domino hereditario ac attentacione illorum abstensum iri⁵ ab utraque parte dictorum dominorum nostrorum, quantum ad ipsos attinet, treugis eisdem durantibus. Verum interea, ne prede, scandala, divisiones oboriantur in dictis patriis aut aliquid incommodi obrepat, regimen, administracio, gubernacio, exercicium iusticie necnon obediencie iuramenta ad effectum dicti regiminis exigenda perstabunt⁶ et permanebunt in manibus ipsius⁷ illustrissimi domini ducis Burgundie aut commissorum ab eo, servaturi quidem iura, libertates, consuetudines et privilegia tam nobilium quam opidorum et subditorum ducatus Lucenburgensis, comitatus de Chiny et pertinenciarum earundem, perseverantibus et permanentibus apud eundem dominum ducem Burgundie aut commissos ab eo administracione et gubernacione predictis⁸. Has autem treugas consentimus prorogari posse, si opus fuerit et dominis nostris placuerit. Consentimus eciam antedicto triennio durante dedici atque discedi posse ab ipsis treugis per alterutram parcium post sex menses, postquam per litteras patentes principis discedere volentis intimatus⁹ fuerit dictus a treugis discessus ad propriam personam alterius principis, cum quo treuge constabant, computandis scilicet et incipientibus sex mensibus antedictis a die intimacionis ac notificacionis per patentes litteras, ut prefertur, facte atque explicite. In cuius rei testimonium sigilla nostra presentibus litteris duximus apponenda. Datum in Traiecto superiori Leodiensis dyocesis¹⁰ die xxvi mensis septembris anno domini M^oCCCC^o quinquagesimo primo.

Sur le pli est écrit à gauche : « Sigilla oratorum illustrissimi

1. dominio. — 2. consendebamus. — 3. unaqueque. — 4. recepi — 5. absensu in ab utraque. — 6. prestabuntur. — 7. « ipsius » manque. — 8. predictas. — 9. principes discedere volentes insinuat. — 10. leodensis dioc.

domini¹ ducis Burgundie et Brabancie »; et à droite : « Sigilla oratorum illustrissimorum F. et G.² Saxonie ducum. »³

II

MAASTRICHT, 26 SEPTEMBRE 1451.⁴

Convention entre les ambassadeurs de Philippe, duc de Bourgogne, et ceux de Frédéric et Guillaume, ducs de Saxe, sur le mariage de Charles de Charollais et Anne de Saxe, fille de Frédéric.

Nos Anthonius, dominus de Chroy⁵ comes de Porcien ac dominus de Rente⁶ et de Arschot, illustrissimi domini ducis Burgundie et Brabancie primus gambellanus⁷, Johannes,⁸ abbas et dominus Luxovii⁹, decanus Vergeii, sanctissimi domini nostri pape referendarius, Johannes de Angea, dominus de Kestergate, vicecomes de Grymbergen¹⁰, magister hospicii dicti domini ducis et amannus suus Bruxelle, Johannes de Erpe¹¹, licenciatus in utroque iure, persona personatus de Gheelee¹² scolasticus in Merbeka et dominus de Berxhem¹³, magister requestarum hospicii ducalis, et Adrianus van

1. « domini » manque. — 2. F. et G. manquent.

3. Dresde, archives générales du royaume de Saxe (K. S. Hauptstaatsarchiv), original sur parchemin, n° 7222, avec 8 sceaux :

I. Sceau rond, en cire rouge, d'Antoine de Croy; légende : SEEL-ANTHOINE-SEIGNEUR-DE-CROY-CONTE-DE-PORCIEN, représentant les armes connues de la maison de Croy.

II. Sceau ogival, en cire verte, représentant un saint sous un baldaquin; légende : S. JOHIS-JOFFRIDI-ABBATIS-S-PETRI-DE-LUXOVIO; sous les pieds du saint un écusson à trois fasces, chaque fasce chargée vraisemblablement de deux petites croix.

III. Petit sceau rond, en cire verte; écusson : à deux fleurs de lis avec un canton dextre à une étoile à cinq rais; légende : S. IOHANIS-DE-KESTERGATE.

IV. Petit sceau rond, en cire verte; écusson écartelé : aux 1 et 4 au chevron accompagné de trois demi-lunes, deux en chef et une en pointe, aux 2 et 3 au lion; légende : S. IOHANIS-DE-ERPE.....

V. Petit sceau rond, en cire verte; écusson : au chevron accompagné de trois E; légende : S. ADRIANI-VAN-DER-EE.

VI. Petit sceau rond, en cire verte; écusson : au lion; légende : S. ERNST-GRAVE-VON-GLICHEN.

VII. Petit sceau rond, en cire verte; écusson : au mur crénelé avec deux tours; légende : [GEORG]VON DE [BEM]BURG.

VIII. Très petit sceau rond, en cire verte, sans légende; écusson indéterminable, peut-être au lion, ou au griffon.

Au dos de la charte est écrit : « Litera treugarum initarum cum duce Burgundie spacio trium annorum. »

4. Les remarquables variantes de l'impression de Wurth-Paquet sont annotées sous le texte.

5. Croy. — 6. Renti. — 7. cambellanus. — 8. Joannes (de même dans le suivant). — 9. Luxonii. — 10. Grimbergen. — 11. Serpe. — 12. Gheelee. — 13. Berxheim.

der Ee, magister camerarum compotorum, necnon thesaurarius cartarum ac privilegiorum ducatum Brabancie et Lymburgie, antedicti domini ducis Burgundie et Brabancie consilarii et oratores ex parte¹ una, et nos Ernestus², comes de Glichen, dominus in Blankenhayn³, magister curie illustrissimi domini ducis Saxonie Friderici⁴, Georgius de Bebemburg, eiusdem Saxonie ducis⁵ Friderici supremus mariscalcus, scutifer, et Johannes de Allenblumen⁶, doctor et miles, vicedominus Erfordensis⁷, illustrissimorum principum dominorum Friderici et Wilhelmi⁸, ducum Saxonie, lantgraviorum Thuringie, marchionum Missnie⁹, legati et oratores ex altera, notum facimus universis, quod licet ad extinguendas belli hostilitates et omnis controversie causas inter prefatos dominos nostros Burgundie et Brabancie ex parte una atque Saxonie duces ex altera plerique hactenus, quod proborum virorum interest, operam dederint¹⁰ finem tam salutaris boni non assecuti, nuper tamen optima fide et fama miles dominus Wilhelmus de Vlatten, dominus in Drynborne¹¹, habitis primum a me Georgio de Bebemburg, dum ex regis Romanorum curia redirem, in hanc rem factam¹² multis sermonibus, tantopere laboravit atque¹³ utrique parcius virtute et observancia cognitus obtinuit, ut dieta locusque deligeretur¹⁴ in locis vicinis urbi Colonie, ut oratores eo ab utraque parte mittendi tantos principes ab omni discensione¹⁵ aversos amicissimos prestare possent. Ob hanc igitur causam, habita convencione primum in opido de Dueren¹⁶, deinde in Aquisgrano, mox in hoc Trajectensi opido concepimus media, quibus ad pacem ipsam sit honestus aditus concordiaque et necessitudo inter tam excelsos principes usque adeo firma instituatur, quod sacrum imperium et Deum ipsum delectat¹⁷; inprimis igitur matrimonii fedus auxilio Dei contrahendum per illustrissimum dominum Karolum, comitem Kadralesii¹⁸, unicum filium antedicti domini Burgundie et Brabancie ducis, cum illustrissima domicella Anna, filia domini Friderici, Saxonie ducis prefati¹⁹, et serenissimi domini Friderici regis Romanorum sobrina, tamquam habile et propicium²⁰ ad pacem ipsam medium elegimus²¹ in idque principum et dominorum nostrorum nomine consentimus, modo²² etas personaque tam ipsius domini Karoli quam ipsius Anne habiles

1. « Parte » manque. — 2. Arnestes. — 3. Blankenheim. — 4. Friderici (de même dans le suivant). — 5. eiusdem domini ducis Friderici. — 6. Allenblomen. — 7. Erfordiensis. — 8. Guillermi. — 9. Miscenie. — 10. dederunt. — 11. Guilermus de Vlaten, Drunborne. — 12. sanctam. — 13. ut. — 14. diligereter. — 15. dissentione. — 16. in opido Durem. — 17. delectet. — 18. Kadrelesii. — 19. « prefati » manque. — 20. perpetuum. — 21. eligimus. — 22. si modo.

et grate ¹ fuerint invicem, postquam, ut moris est principum, vise et perspecte fuerint persone dictorum domini Karoli et Anne relictoque per illos, qui ad id destinabuntur, antedictis dominis nostris facta grataque fuerit et pacta, que sequuntur, iuxta sui formam servata impletaque fuerint. Item ad felicissimam eiusdem matrimonii consumacionem ac prolis procreande subsidium dabit prefatus dominus Fridericus, dux Saxonie, eidem domino Karolo, pro se et suis heredibus dotis gracia recepturo ac pro dote ipsius domicelle Anne sue future uxoris, centum et viginti milia ² florenorum Hungaricalium boni auri iustique ponderis, quibus pro paterna et materna successione dicta Anna se fore contentam firmabit, eidem successioni renunciando, quamdiu extabunt fratres aut masculi ex dicto domino Friderico ³ descendentes in recta linea aut ex dicto domino Wilhelmo ducibus; dictus autem dux dominus Burgundie et Brabancie nomine prefati domini Karoli dabit et firmabit eidem domine Anne pro suo dotalicio summam decem milia florenorum Hungaricalium aut valorem [eorundem], ipsi Anne in casu, quo dotalicium locum habebit, singulis annis, quibus vixerit, solvendum et assignandorum secure super locis, mansionibus et territoriis oportunitis et idoneis per antedictum dominum ducem Burgundie ante nupciarum celebrationem declarandis cum securitatibus ad hoc sufficientibus et necessariis: adherebit autem huic dotalicio pacto et convento ipsoque dumtaxat contentabitur, abstensura ⁴ et renunciatura expresse omni petitioni cuiuslibet alterius dotalicii, quod ex consuetudine aut alioquin petere intentareque posset, consecutura ⁵ tamen et nichilominus cum suis iocalibus et parafarnalibus ⁶ necnon dotalicio convento, ut prefertur, omnes res et bona omnia, que imposterum ipsi eidem Anne per prefatos dominos Burgundie ducem et Karolum ex munificencia aut eorum liberali splendore dari aut donari continget iuxta [tenorem] literarum super dictis donacionibus conficiendarum ⁷. Preterea si ex predicto matrimonio, quod suffragante Deo speramus, nascentur liberi, eo casu predicta dos centum mille et viginti milia florenorum Hungaricalium ipsius domini Karoli heredum et successorum suorum integra erit eisdemque dicte dotis dominium ⁸ integre cedit et permanebit. In casu autem, quem Deus avertat, quo ⁹ non extarent liberi ex dicto matrimonio et predicto domino Karolo ipsam Annam supervivere

1. habilis et grata. — 2. centum millia et viginti millia. — 3. Les mots « Friderico — domino Wilh. » manquent. — 4. abscent.... et renuntiare. — 5. consecuturam. — 6. parafarnalibus bonis. — 7. conferendarum. — 8. dominum. — 9. quod.

contingeret, aut ipsum dominum Karolum nullis liberis durante matrimonio habitis eidem Anne similiter supervivere, ut prefertur, contingeret, hiis dumtaxat casibus medietas predicte summe centum milia et viginti milia florenorum Hungaricalium predictorum eidem Anne aut suis heredibus per dictum dominum Karolum aut suos heredes solvetur et debetur, sed tamen omni casu hiis, que dicta sunt, mediantibus iure dotis ac dote ipsa apud heredes dicti domini Karoli seu ab eo causam habentes cum suis pertinenciis et pleno dominio perseveratura perpetuoque permansura, super quo litere desuper necessarie ab utraque parte conficiuntur atque utrique parti dabuntur. Item per prefatum dominum ducem Fridericum dicta Anna ex altitudine ac dignitate parentum domini¹ Karolique predicti vestibibus, iocalibus atque monilibus ornabitur decenter, ipsiusque expensis usque ad civitatem Coloniam aut locum aliquem adeo² accomodum et equivicinum³ adducetur seu vehetur, recipienda ibi per eos, qui ad id per dictum⁴ dominum ducem Burgundie destinati fuerint ac deputati, ut eam in domum viri traducant. Insuper quia nos prefati Ernestus⁵ comes, Georgius et Johannes, dominorum Saxonie ducum oratores predicti, asserebamus, conclusum esse tractatum matrimonii per⁶ dictum Romanorum regem inter illustrissimum dominum Fridericum, primogenitum⁷ domini Friderici ducis Saxonie, et illustrissimam dominam Elizabeth, serenissimi domini Ladislai Hungarie et Boemie regis sororem, ipsique Friderico nomine dotis pro dicta Elizabeth data et promissa esse per dictum⁸ Romanorum regem, ipsius Ladislai regis tutorem, centum milia florenorum Hungaricalium consignata et ad eorum requestam specialiter conscribenda et assignanda super patriis⁹ ducatus Luceburgensis¹⁰ et comitatus de Chyni¹¹, asserebamus eciam nos oratores predicti, ultra predictam centum milia florenorum summam per¹² prefatum dominum regem Ladislaum dicto domino Friderico duci deberi viginti milia florenorum Hungaricalium super dictas Luceburgenses et Chyni patrias assignata et, quatenus opus erit, specialiter consignanda¹³, conscripta et conscribenda, que nos obtentu matrimonii, quod nunc tractamus, obtulimus cessa et per dictum dominum¹⁴ Fridericum suumque primogenitum translata iri cum suo iure antedicto domino Karolo [comite] Kadralesii, ut sibi doti¹⁵

1. « domini » manque. — 2. « adeo » manque. — 3. eque vicinum. — 4. « dictum » manque. — 5. Arnestus. — 6. per serenissimum. — 7. primogeniti. — 8. dictum dominum Romanorum. — 9. propriis. — 10. Lucemburgensis Chini. — 11. Chini. — 12. per dominum Ladislaum predictum domino nostro Frederico. — 13. assignanda. — 14. dom. nostrum Frid. — 15. dati.

sint, necnon insuper asserebamus illustrissimo domino Wilhelmo, duci Saxonie, ob dotem domine Anne, sue coniugis, a prefato domino rege Ladislao, eiusdem fratre, deberi centum milia florenorum Hungaricalium adscribenda similiter et specialiter expressaque assignanda super patriis Luceburgensi et de Chyni predictis, necnon eciam ius legitime successionis eisdem dominabus Anne [et] Elizabeth obvenisse asserebamus, que centum milia dicto domino Wilhelmo¹ debita nos eramus parati cedere atque cum bonis et sufficientibus titulis transferre dicto domino duci Burgundie, si eidem domino Wilhelmo duci prefatam centum milia florenorum summam exsolveret². Cumque propter distanciam patriarum nostrarum a patriis ipsis de Licenburg et Chyni, cum³ in illis patriis sequeretur maior tranquillitas, tum quia propter multas causas magis expedire videbamus dominis et dominabus nostris predictis, suas dotes iura et debita in proximioribus sibi locis converti atque constitui, obtulimus ad effectum predictorum per dominos nostros Saxonie duces, assignatas iri taliter dotes dictarum dominarum Anne et Elizabeth, quod ipsis dominabus plena securitas et domino Ladislao regi dictorum debitorum ac dotum provisarum liberacio⁴, quoad dominorum nostrorum Saxonie ducum personas, plena contingeret, accionibus nostris et iuribus sufficienter in dictos dominos ducem Burgundie et Karolum, ipsius filium, cessis, translatis atque transfusis. Postulavimus⁵ igitur nos Ernestus⁶ comes, Georgius et Johannes predicti, ut dos prefata centum milia et⁷ viginti milia florenorum Hungaricalium in eventum matrimonii antedicto domino Karolo a nobis conclusa et promissa ab eo super patriis Luceburgensi et de Chyni assignanda et per bonos ac sufficientes titulos ascribenda reciperetur ac ut dicta centum milia dicto⁸ domino duci Wilhelmo debita et super patriis ipsis assignanda⁹ specialiter solverentur per ipsum dominum ducem Burgundie, recepturum et retenturum patrias antedictas pro ipsis ducentorum milium et viginti milium florenorum Hungaricalium summis, quoniam ad effectum predictorum bonos, speciales, sufficientes et validos titulos eidem domino duci Burgundie et suo filio pollicebamur. Nos autem Anthonius, dominus de Croy, Johannes abbas cum nostris collegis econtra diximus preter id, quod domino nostro, Burgundie duci, directo domino feudi magne partis patriarum ipsarum, competit ius successionis legitime in sepedictis Lucebur-

1. domino duci Guill. — 2. exsolverit. — 3. cum ut. — 4. promissarum liberalia.
— 5. Postulamus. — 6. Arnestus. — 7. de. — 8. nostro. — 9. consignanda.

gensi et de Chyni patriis per ea media, que diffusissime tunc¹ aperuimus, quod idem dominus noster Burgundie ex causa patris et advunculi sui Anthonii Brabancie et Johannis Bavarie ducum necnon illustrissimi Johannis, ducis Burgundie, sui patris, et multis causis et titulis aliis racionabilibus, quos eramus parati prompte ostendere², idem in quam dominus noster Burgundie tantas et tales ypothecas, iura, obligaciones et acciones habet in et ad dictas patrias Luceburgensem et de Chyni ac eciam advocacie Alsacie, quod nulle alie sequentes³ ypothece in dictis patriis sine suo expresso consensu locum habere poterant aut asscribi⁴ debebant; perspecto igitur tandem inter nos, quantum in Cristiana religione ex concordia et federe, ut⁵ in presenciarum tractamus, boni provenusque auxilio Dei succrescet⁶, perspecto eciam, quantum benivolencie dominus noster Burgundie dux, regis quondam Alberti cognatus germanus, ex caritate sanguinis gerit in dictum⁷ dominum Ladislaum regem sororesque suas, quarum dos alioquin diucius maneret sterilis, denique perspecto, quod neutra parcium hic intendimus per consensum asscripcionis et assignacionis dictorum ducentorum milium et viginti milium florenorum⁸ Hungaricalium super patriis antedictis inverti, tardari, minui vel intercidere iura, obligaciones, ypothecas et acciones domino nostro Burgundie competentes in suis causa et ordine, sed ut pocius augmentum ac incrementum⁹ inde suscipiant, condescendimus et consensimus assignacioni et asscripcioni predictae fiende de dictis ducentis milibus et viginti milibus florenorum predictorum, modo et forma superius oblatis et inferius declarandis. Et quidem convenit inter nos in idque consensimus, quod postquam antedicta dotalis centum milia florenorum Hungaricalium summa dicto domino Wilhelmo, Saxonie duci, specialiter et expresse conscripta et sufficienter assignata fuerit super patriis antedictis ducatus Luceburgensis, comitatus de Chyni et advocacie Alsacie pertinenciarumque earundem ac deinde per prefatum dominum Wilhelmum, debito sue¹⁰ uxoris Anne interveniente consensu, cum imperiali auctoritate et confirmatione speciali sollempnitatibusque opportunis intercedentibus, cessa, transfusa, translata et transportata fuerit in dictum¹¹ dominum ducem Burgundie suosque heredes ac successores seu causam ab ipso habentes, extunc prefatus dominus dux Burgundie solvet eidem domino Wilhelmo Saxonie duci aut eius speciale mandatum

1. « tunc » manque. — 2. attendere. — 3. subsequentes. — 4. describi. — 5. quod. — 6. dei sui crescet. — 7. « dictum » manque. — 8. flor. huiusmodi. — 9. iuvamentum. — 10. suo. — 11. « dictum » manque.

habenti dictam summam centum milia florenorum Hungaricalium infra quatuor annos a nativitate domini nostri Jhesu Cristi proxime futuri incipientes ad idque se obligabit ipse dominus dux Burgundie sufficienter per suas litteras et sigilla sapientum dictamine. ¹ Fiet autem predicta solucio in civitate Coloniensi aut loco vicino altero, si de hoc antedicti domini postea deliberaverint; fiet insuper ipsarum peccuniarum solucio modo, qui ² sequitur: videlicet, quod in recepcione litterarum assignacionis, cessionis, consensus, auctoritatis et confirmacionis, de quibus supra, in dicto festo nativitatis domini aut postea semper per mensem, postquam dicto ³ domino Burgundie intimatum fuerit litteras huiusmodi paratas esse, solventur et realiter pro parte domini ducis Burgundie tradentur ipsi domino Wilhelmo aut mandatum sufficiens ab ipso habentibus viginti quinque milia dictorum florenorum aut eorum valor in Renensibus florenis, ponendo quinque Renenses florenos pro quatuor Hungaricalibus, intra dictam civitatem Coloniensem ⁴, deinde post sexdecim menses a die prime solucionis predictae numerandos alia viginti quinque milia florenorum Hungaricalium pro secundo termino, ac rursum post alios sexdecim menses a die dicte secunde solucionis numerandos alia viginti quinque milia florenorum similium eciam ⁵ loco predicto, demum post alios sexdecim menses a die tercie solucionis numerandos eciam loco predicto alia viginti quinque milia florenorum Hungaricalium, ut prefertur, que quidem centum milia antedicto domino Wilhelmo sic solventur, proviso quod pro se, domina Anna sua coniuge et eorum heredibus renunciabit omni accioni et iuri, que quovis modo aut ex quacunque causa pretendere posset in et ad dictas patrias Luceburgensem, de Chyni et advocacie Alsacie, quamdiu steterint ⁶ et stabunt in manibus, dominio vel regimine dictorum dominorum ducis Burgundie et sui filii aut habencium causam ab eis, et quousque dicto domino duci Burgundie et suis heredibus satisfactum et solutum fuerit, sicut postea laciis declaratur. Insuper convenit inter nos ⁷ oratores predictos, quod conscripciones et assignaciones antedictas ducentorum milium et viginti milium florenorum Hungaricalium predicti domini Fridericus et Wilhelmus, Saxonie duces, fieri procurabunt ad titulum domini ducalis habendum et effectualiter acquirendum eidem domino Karolo, comiti Kadralesii ⁸ in et ad predictas patrias Luceburgensem et comitatum de Chyni adeo, ut insignia, nomen, vim et auctoritatem ducis Luceburgensis, comitis ⁹, de Chyni adipisci et

1. ad dictamen sapientum. — 2. quo. — 3. « dicto » manque. — 4. Colonie. — 5. et iam. — 6. steterunt. — 7. « nos » manque. — 8. com. de Charelois. — 9. et comitis.

gerere possit et valeat ipse Karolus, sui liberi, heredes aut causam ab ipso habentes, sic et in tantum, ut¹ nec rex Ladislaus nec alius quisquam se de patriis dictis² Luceburgensi et [de] Chyni valeat intromittere vel se dominum nuncupare, quousque ipsi domino Karolo, eius heredibus aut ab ipso causam habentibus, per ipsum Ladislaum regem vel³ suos heredes de dictis ducentorum milium et viginti milium florenorum Hungaricalium necnon iuribus aliis, ypothecis et accionibus prefato domino duci Burgundie super antedictas patrias Luceburg, de Chyni et advocacie Alsacie solutum integraliter fuerit et plenarie satisfactum. Item ad effectum predictorum unacum litteris cessionis, transfusionis et auctoritatis atque approbacionis predictorum in forma speciali fiendis per dictum⁴ dominum⁵ Romanorum regem, tam tutoris nomine regis Ladislai et sororum suarum, quam ex imperialis celsitudinis potestate, adeo ut valide et ad predicta sint efficaces, procurabunt dicti domini Saxonie duces mandata domini regis Friderici vice ac nominibus, quibus supra, tam ad vasallos quam ad civitates, castra et opida patriarum ducatus Luceburgensis et comitatus de Chyni ac advocacie Alsacie, quatenus iuramenta fidelitatis atque homagii ac hulde dominis dictarum patriarum prestari solita exhibeant dicto domino Karolo et suis heredibus sive causam ab eis habentibus, ipsique tamquam eorum domino fideliter respondeant⁶ obediantque pariter et intendant. Item convenit inter nos reservari domino regi Ladislao et suis heredibus facultatem perpetuam rehabendi et redimendi dictas patrias Luceburgensem, de Chyni et advocacie Alsacie cum pertinentiis modo et forma, de quibus in precedentibus articulis est expressum. Item ad confirmacionem et robur iurium antedicti domini ducis Burgundie, de quibus in literis imperialibus fiet saltem reservacio generalis, antedicti domini duces Saxonie fideliter pro suo posse et tamquam pro rebus suis operam impendent et diligenciam. Que omnia conclusimus et sigillis nostris conclusa inter nos fuisse testamur, proinde ipsa nostra sigilla presentibus litteris apposuimus in Traiecto superiori Leodiensis diocesis die vicesima sexta mensis Septembris anno domini M^oCCCC^oLI^o.

Weimar, archives communes des États Saxo-Ernestiniens, reg. D, p. 18, n^o 27, fol. 15 s. — J'ai fait usage pour le texte de cette pièce d'une copie faite par les soins de M. A. Wolff, à Weimar.

1. quod. — 2. « dictis » manque. — 3. « vel » manque. — 4. « dictum » manque. — 5. dom. Fridericum Roman. — 6. rndeat (!)

III

BRUXELLES, 6 DÉCEMBRE 1451.

Philippe, duc de Bourgogne, demande à Frédéric, duc de Saxe, la délivrance des ambassadeurs bourguignons.

Illustris ac potens princeps, consanguinee carissime. Fama ex rumore publico crebescens ad nos pervenit, qualiter reverendus pater Johannes abbas de Luxovio, decretorum doctor, Guillelmus dominus de Contay, miles, cambellanus noster, et magister Adrianus de Ee, consilarii atque oratores nostri fideles dilecti, quos sub fiducia tractatus diebus novissimis per quosdam vestre celsitudinis illustrisque principis carissimi eciam consanguinei nostri Wilhelmi, ducis Saxonie, germani vestri, ex una et certos nostros ambassiatores partibus ex altera sub certis modo et forma concepti et salvo partis utriusque beneplacito conclusi, et pro nonnullis arduis, notabilibus ac favorabilibus materiis ex dicto tractatu deppendentibus (!) ad vestram celsitudinem et ad eundem ducem Wilhelmum, fratrem vestrum, destinavimus, ipsa die dominica proxima ante festum Omnium Sanctorum ultimo preteritum, libere peragratis pluribus dicionibus iuri[s]dictionibusque intermediis, urbem Erffordensem egressi in strata publica patrie Thuringie ac in et sub vestro eiusdemque ducis Wilhelmi securitate et conductu versus vestras celsitudines in locum eis designatum et a predicta urbe non longe distantem pro exequenda legacione sua transeuntes per quemdam Bernardum Vitzdom fratresque suos rutheros¹ hostiliter invasi, capti vulneratique ac rebus et bonis spoliati, tandem captivi in castrum Cappellndorff transportati et traducti fuerint aliasque inhumane pertractati : qua de re, si sic se haberet, plurimum miraremur, quoniam cum dicto domino Bernardo suisve fratribus, subditis, vassallis ac consiliariis iuratis prefati ducis Wilhelmi, ut accepimus, et quos sub treugis securitatibusque vestri parte concessis comprehendere non dubitamus, tractatibus supradictis consideratis inimiciam credimus nullam habuisse vel habere neque ipsos vel suos offendisse, cur eos sine diffidacione vel alia legitima significacione (!) previa tantam sevitiam in nostros pacis nuncios excercere (!) decuisset. Quapropter vestram celsitudinem quantum possumus affectuose

1. Le mot « rutherus, rutarius, ruptarius » est interprété par Ducange, *Glossarium* (2^e édit. in-4^o), t. V, 823, « routiers, prædones. »

requirimus, hortamur et rogamus, quatenus singulis perspectis celsitudo vestra pro sua nobilitate saltim iusticie intuitu una cum prelibato consanguineo nostro duce Wilhelmo vestro germano, taliter apud predictos rutheros ordinare et providere velitis, quod nostros prefatos oratores, quos iniuste ac indebite captivos sic detinent, indilate salvos, liberos atque indempnes in corporibus et bonis expediant et abire permittant, bona et res quascumque eis ablatas plene restituentes, ut sic expediti oratores ipsi commissam eis legacionem libere adimplere ac securo citerioreque gressu postea ad nos valeant remeare. In hoc etenim ipsa celsitudo vestra preter iusticie debitum, quod exsolvet, honori utriusque satisfecerit, nobis vero complacenciam impenderit plurime singularem, quoniam pro vestris, si quod absit talia sub nostra iurisdictione eis contigissent, id ipsum procul dubio fecissemus et essemus facere parati bono corde, quemadmodum ista latius nostri parte refferet et explicabit dilectus et fidelis dapifer noster Fredericus de Meyngersrewt¹, quem huiuse rei gracia ad eandem celsitudinem vestram transmittimus, cui placeat super hoc adhibere credencie plenam fidem. Illustris ac potens princeps, consanguinee carissime, celsitudinem vestram conservet Deus felicem per tempora longeva. Ex opido nostro Bruxellensi die VI^{ta} mensis Decembris anno MCCCC quinquagesimo primo.

Consanguineus vester Philippus, dux Burgundie, Brabancie et Limburgie, comes Flandrie, Artesii, Burgundie, Hannonie, Hollandie, Zeelandie et Namurci.²

Adresse au dos : « Illustri ac potenti principi, consanguineo nostro precarissimo, Frederico duci Saxonie, marchioni Myssie, etc., sacri Romani imperii electori. »

Dresde, arch. génér. d. royaume d. Saxe, Wittenberger Archiv., Burgund, fascic. I, fol. 1, original sur papier, fermé autrefois au dos par le cachet du duc en cire rouge, maintenant détaché.

1. Cet homme était aussi ambassadeur de Philippe au printemps de l'an 1454 (mars 20, — mai 13), dans une mission dirigée à l'empereur Frédéric; v. de Beaucourt, Charles VII, t. V, 396, note 3, qui le nomme « Frédéric de Meingherné; » Wurth-Paquet, Public. de..... Luxembourg, XXIX, p. 34, n° 38, et t. XXX, p. 124, n° 157, est nommé un « Thierry de Meingersrewt, » ou Menghersrut, écuyer d'écurie du duc Philippe.

2. Au coin droit de la pièce, sous la souscription du duc, se trouve la souscription du secrétaire ducal qui a écrit la lettre, « W. Steenberch. »

IV

LEIPSIC, 24 JANVIER 1452.

Frédéric, duc de Saxe, annonce à Philippe, duc de Bourgogne, la punition des Vitzthums et la délivrance des ambassadeurs bourguignons.

Illustris et magnifice princeps, consanguinee carissime. Litteras excellencie vestre e manibus famosi Friderici de Meyngersrewnt vestri officiosissimi et nostri precipui singularis dilecti¹ recepimus. Tenore earum diligenter perspecta, consideravimus vestras adhortaciones, quibus per excellentem celsitudinem vestram requisiti sumus, ut unacum illustri principe² domino Wilhelmo, duce Saxonie, etc., germano nostro carissimo, ad liberacionem oratorum vestrorum procederemus. Verum, illustris princeps et domine, consanguineeque carissime, captura consiliariorum et oratorum celsitudinis vestre rei experientia monstrante nobis et germano nostro renitentibus³ facta est; que dum ad nostras aures pervenisset, non parva animi tenebamur afflictione moxque, nulla dilacione intercedente, resumptis viribus gentibus armorum collectis⁴, singula castra, ubi excellencie vestre oratores detinebantur, armata manu obsedimus et quamquam hostes excellencie vestre, ut asserunt, pariter et nostri fortiter resistere nobis et germano nostro proposuissent, nullis tamen parcendo laboribus et expensis in propriis personis cum germano nostro hoc gravi tempore campestris occupavimus loca et tandem Dei adiutorio effecimus, ut dicti oratores celsitudinis vestre nemine ex eis superstite relicto de ergastulis hostium absque personarum lesione erepti in nostram civitatem Lipczk votive et feliciter sint⁵ profecti, prout idem⁶ Fridericus excellenti celsitudini vestre referet et explicabit ad plenum. Qua de re excellentem celsitudinem vestram obnixè rogamus, quatenus rem taliter gestam per nostros et germani nostri emulos in partem deteriore[m] interpreta[r]i non sinat, cum id preter et absque nostra voluntate sit perpetratum, contraque eosdem emulos nostros durius altissimo concedente usque ad integrum exterminium, omni prorsus mora postposita, ad ulteriorem commissi sceleris vindictam procedemus. Excellentis celsitudinis vestre oratores et consilarii cetera hic pertractata e vestigio

1. La minute donne « nostro precipuo singulari dilecto. » — 2. Minute « principi » et « duci. » — 3. Premièrement était écrit « insciis. » — 4. Premièrement « congregatis. » — 5. Minute « sunt. » — 6. Minute « iidem. »

excellenti celsitudini vestre, cui nos obsequiosos offerimus, luculenter reserabunt, quam omnium rerum conditor prospere et incolumem conservare dignetur per tempora longeva. Ex Lipczk civitate nostra, die XXIII Januarii millesimo quadringentesimo quinquagesimo secundo.

FRIDERICUS, etc.

Adresse : « Illustri et excellenti principi domino Phillippo duci Burgundie, Brabancie et Limburgie, comiti Flandrie, Artesii, Burgundie, Hannonie, Hollandie, Zeelandie et Namurci, consanguineo nostro carissimo d. ¹

Dresde, arch. génér. d. royaume de Saxe, Wittenberger Archiv, Burgund. fascic. I, fol. 2, minute.

V

COLOGNE, 3 AOUT 1452. ²

Les délégués de Philippe, duc de Bourgogne, et de Frédéric et Guillaume, ducs de Saxe, concluent une nouvelle convention sur le mariage de Charles de Charollais et Anne de Saxe, et sur la question luxembourgeoise.

Pro reformatione et complemento tractatus matrimonii per Dei gratiam celebrandi, sepe numero agitati et ultimate in opido Traiectensi conclusi, inter illustrissimum dominum Karolum de Burgundia, comitem Kadralensem, illustrissimi principis domini ducis Burgundie, Brabancie, etc., filium unigenitum ex una, cum illustrissima domina Anna, filia illustrissimi principis domini Frederici, ducis Saxonie, etc., partibus ex altera, qui quidem tractatus Traiectensis propterea, quod intermedio tempore illustrissimus dominus Fredericus ³, dicti domini ducis Frederici filius, sicut Deo placuit, mortem obierat, suum non potuit sortiri plenum effectum, iam in convencione et dieta Coloniensi desuper indicta et celebrata inter magnificos et generosos dominos Johannem, comitem de Nassau et de Vyanden ⁴, dominum de Breda ⁵, senescallum Brabancie, dominum Guillermum, dominum de Contay et de Fricourt, militem, magistrum hospicii illustrissime domine ducisse Burgundie, magistrum Johannem Vincencii, in utroque iure licenciatum, prefati illus-

1. d. « detur » ou « danda » (scil. littera). — 2. Les variantes signées par B, sont celles de l'exemplaire de Weimar, v. la note à la fin de cette pièce. — 3. « Fridericus » B, et de même toujours dans le suivant. — 4. « Vianden » B. — 5. « Vreda » B.

trissimi domini ducis Burgundie consiliarium et sui hospicii magistrum requestarum, ac magistrum Adrianum van der Ee, similiter prefati domini ducis consiliarium, thesaurarium cartarum ac privilegiorum et camere compotorum Brabancie magistrum, ipsius illustrissimi domini ducis Burgundie oratores ex una, et magnificos ac generosos dominos Ernestum, comitem de Glichen, dominum in Blankenhain, dominum Johannem de Allenblumem¹, vicedominum Erffordensem, decretorum doctorem, consiliarios dicti domini ducis Frederici, ac Nicolaum de Walssee², secretarium eiusdem ducis, necnon dominum Hunoldum de Plettemberg³, decretorum doctorem et scolasticum ecclesie sancti Severi Erffordensis, et Fredericum de Herde, consiliarios illustrissimi domini ducis Guilhelmi⁴ Saxonie, dictorum dominorum ducum oratores partibus ex altera, post multas altercationes, disceptaciones hinc inde habitas, concepta et prolocuta fuerunt advisamenta sequencia tamquam media propicia et conveniencia pro sedacione et pacificacione dissencionum et discordiarum, que inter principes dictorum oratorum possent imposterum suboriri graviores, sub beneplacito tamen dictorum suorum dominorum, ad quos hec omnia erunt refferenda.

Et primo fedus matrimonii auxiliante Deo.....⁵ contrahetur per dictum illustrissimum dominum Karolum, comitem Kadralesii, cum dicta illustrissima domina Anna, filia dicti domini Friderici, Saxonie ducis, ac serenissimi et gloriosissimi imperatoris sobrina, et per hoc medium propicium ad pacem et unionem dictorum principum dominorumque suorum ac subditorum suorum.

Item quod cum prefato illustrissimo domino duci Guillermo Saxonie ad ius et causam dotis illustrissime domine Anne, sue conthoralis, serenissimi regis Ladislai Hungarie, Bohemie⁶, etc., sororis, eidem debeatur somma centum et viginti mille florenorum Hungarie super patria ducatus Luceburgensis et comitatus de Chyni cum suis pertinenciis ascripta et legitime assignata, similiter eciam prefato domino duci Friderico debeatur per dictum serenissimum regem Ladislaum somma viginti mille florenorum Hungarie, quam sommam viginti mille florenorum pro securitate assecucionis eorundem procurabit ipse dominus Fridericus super dicta patria ducatus Luceburgensis et comitatus de Chyni cum suis pertinenciis legitime asseribi et assignari iuxta formam et tenorem dicti tractatus Traiec-

1. « Allenblumen » B. — 2. « Walsse » B. — 3. « Plettemberg » B. — 4. « Wilhelm, » et de même dans le suivant « Wilhelmus, » et quelquefois « Gwillermus » B. — 5. Après « Deo » dans A un mot mal écrit, peut-être « fere, » dans B « sic. » — 6. « Bohemieque » B.

tensis favore et contemplacione dicti matrimonii contrahendi, dabunt, perpetuo cedent et perpetuo transportabunt dicti illustrissimi domini Fridericus et Guillelmus, duces Saxonie, cum bonis et legitimis titulis pro se et suis heredibus causamque habentibus vel habituris ab eis prefato domino Karolo de Burgundia dotis gracia recepturo dictas sommas eisdem debitas ascendentes ad summam centum et quadraginta mille florenorum Hungarie boni auri et iusti ponderis super dictis patria ducatus Luceburgensis et comitatus de Chyni cum suis pertinentiis; procurabunt quoque cum effectu ipsi domini duces Saxonie ascriptiones, assignaciones, ratificaciones, consensus, mandata et alias securitates ad opus dictorum dominorum Burgundie et Kadralesii secundum formam dicti tractatus Traiectensis, proviso quod dictus dominus dux Burgundie reimbursabit et refundet prefato domino duci Guillelmo summam sexaginta mille florenorum Hungarie, computatis quatuor florenis Hungarie pro quinque florenis Renensibus. Sin autem prefatus dominus dux Burgundie maluerit recipere cessionem centum et viginti mille florenorum Hungarie, dicto domino duci Guillelmo, ut prefertur, debitorum, eo casu solum reimbursabit et refundet eidem domino duci Guillelmo summam quinquaginta mille florenorum Hungarie solvendorum sive pro somma sexaginta mille sive pro somma quinquaginta mille modo et terminis infrascriptis, videlicet viginti milia infra festum nativitatis proxime venturum, dum tamen littere securitatis dictarum assignacionum, mandatorum, consensus et aliorum, de quibus in dicto tractatu Traiectensi, per duos menses ante omnia sint expedite et quod super hiis plene certificetur, proviso eciam quod in solucione dicti primi termini ipsi domino duci Burgundie dicte littere tradentur expedite. Si vero infra dictum terminum nativitatis domini eidem littere securitatis non essent adhuc expedite, tunc solucio dicti primi termini per duos menses, postquam dictus dominus dux Burgundie erit certificatus de expedicione earundem, residuum autem somme solvetur, mediatim videlicet, dimidia pars summe restantis infra annum revolutum a die solucionis primi termini computandum, et alia dimidia pars infra alium annum subsequenter revolutum ab eadem et simili die computandum. Item et quod in expedicione dictarum litterarum securitatis in solucione primi termini prefatus dominus dux Burgundie ac dominus de Charolois¹ et eorum quilibet obligabunt se et promittent sub sigillis suis pro se et suis heredibus solvere reddere residuum

1. « Karolois » B.

summe restantis seu sommarum restancium modo et termino suprascriptis. Item et quod mediantibus dictis cessionibus et transportis sive factis seu fiendis ad ius et titulum infrascriptum successione paterna et materna dicta domina Anna se fore contentam firmabit eidem successioni renunciando, quamdiu extabunt fratres aut masculi ex dicto domino Friderico descendentes in recta linea aut similiter ex dicto domino Guillermo ducibus Saxonie, item dictus dominus dux Burgundie, pater prefati domini Karoli, dabit et firmabit eidem domine Anne pro suo dotalicio summam decem mille florenorum Hungaricalium aut valorem eorundem, ipsi domine Anne singulis annis, quibus vixerit, solvendorum et assignandorum secure super locis, mansionibus, dominiis et territoriis opportunis ante nupciarum celebrationem per prefatum dominum ducem Burgundie declarandis cum securitatibus ad hoc sufficientibus et necessariis. Adherebit autem huic dotalicio pacto et convento ipsoque dumtaxat contentabitur, abstentura et renunciatura expresse omni petitioni cuiuslibet alterius dotalicii, quod ex consuetudine aut alio modo petere et intentare posset, consecutura tamen et nichilominus cum suis iocalibus et parafarnalibus bonis ¹ necnon dotalicio convento, ut prefertur, omnes res et bona omnia, que imposterum ipsi eidem domine Anne per prefatos dominum Burgundie ducem aut Karolum ex munificencia aut eorum liberali splendore dari aut donari continget, iuxta tenorem litterarum super dictis donationibus conficiendarum.

Preterea si ex predicto matrimonio, quod suffragante Deo speramus, nascentur liberi, eo casu predicta dos centum et viginti mille florenorum Hungaricalium aut centum et quadraginta mille ipsius domini Karoli heredum et successorum suorum integra erit eisdemque dicte dotis dominium integre cedet et permanebit. In casum autem, quem Deus avertat, quo non extarent liberi ex dicto matrimonio et predicto domino Karolo ipsam Annam supervivere contingeret, aut ipsum dominum Karolum nullis liberis durante matrimonio habitis eidem Anne similiter supervivere, ut prefertur, contingeret, his dumtaxat casibus medietas somme octuaginta mille aut septuaginta mille florenorum Hungarie in dotem sibi constitute eidem Anne aut suis heredibus per dictum dominum Karolum et suos heredes solventur et debebitur, sed tamen omni casu hiis, que dicta sunt, mediantibus iure dotis ac dote ipsa apud heredes dicti

1. « Bona parafarnalia » sont les biens que la femme apporte dans la maison du mari, et qui restent sa propriété et à sa propre disposition.

domini Karoli seu ab eo causam habentes cum suis pertinenciis et pleno dominio perseveratura perpetuoque permansura, super quo littere desuper necessarie ab utraque parte conficientur atque utrique parti dabuntur.

Item per prefatum dominum ducem Fridericum dicta Anna ex altitudine ac dignitate parentum Karolique predicti vestibus, iocalibus atque monilibus ornabitur decenter ipsiusque expensis usque ad civitatem Colonie aut locum aliquem equivicinum atque accomodum adducetur seu vehetur recipienda ibi per eos, qui ad id per dominum ducem Burgundie destinati fuerint et deputati, ut eam in domum viri traducant.

Item et quamvis dictus dominus dux Burgundie ad ius et causam suorum ducatus Brabancie et Lymburgie¹ sit directus dominus feudi magne partis diete patrie ducatus Luceburgensis et comitatus de Chyni cum pertinenciis competatque ius successionis legitime in eisdem tam ex causa patruum et advunculi sui Anthonii, ducis Brabancie, quam Johannis, ducis Bavarie, ducum necnon domini ducis Burgundie, sui patris, ac multis aliis titulis et causis rationabilibus tales et tantas ypothecas, iura, obligaciones et acciones habeat et eidem competant super dictam patriam ducatus Luceburgensis, comitatus de Chiny² ac eciam advocacie Alsacie, adeo quod nulle alie subsequentes ypothece sine suo expresso consensu locum habere non possint, asscribi et assignari debeant, prout asserunt oratores dicti domini ducis Burgundie, tamen propter distanciam patriarum, tranquillitatem earumdem magis expediens visum fuit ambabus partibus pro bono pacis, per quam in christiana religione ex concordia et federe huiusmodi magni boni proventus auxilio Dei succrescet, considerantes eciam quantum amorem et benivolenciam dictus dominus dux Burgundie, quondam serenissimi regis Alberti cognatus germanus, ex caritate et necessitudine sanguinis gerit in dictum serenissimum dominum regem Ladislaum dictamque sororem suam, cuius dos alioquin diucius quo ad hoc remaneret sterilis³, prefatus dominus dux Burgundie absque innovacione vel diminucione suorum dictorum iurium et actionum assignacioni et adscripcioni predictae fiende de dictis centum et quadraginta milibus aut centum et viginti milibus florenorum Hungarie expresse consenciet.⁴

Item et postquam dicta summa centum et quadraginta aut centum et viginti mille florenorum Hungarie, quam dictus dominus dux

1. « Limburgie » B. — 2. « Chyni » B, de même itérativement dans le suivant. — 3. A et B « steleris » ou sceleris. » — 4. « Constituet, » corrigé à la marge « consenciet. » B.

Burgundie eligere maluerit, cessa et transportata fuerit per dictum dominum ducem Guillerum, debito consensu dicte domine Anne, sue uxoris, interveniente, cum imperiali auctoritate et confirmatione speciali, solemnitatibus opportunis intervenientibus dictus dominus dux Burgundie solvet eidem domino Guillermo, duci Saxonie, aut eius speciale mandatum habenti dictam summam quinquaginta aut sexaginta mille florenorum Hungarie in civitate Coloniensi aut alio loco vicino, si dicte partes de hoc contente fuerint, modo et terminis suprascriptis, proviso quod pro se et dicta Anna, sua coniuge, et eorum heredibus renunciabit dictus dominus dux Guillermus omni iuri¹ et actioni, que quovismodo iam habet et pretendit aut ex quacumque causa in et ad dictas patrias Luceburgensem, de Chiny et advocacie Alsacie.

Item et quod adscripciones antedictas centum et quadraginta milium aut centum et viginti milium florenorum Hungarie prefati domini Fridericus et Guillermus, Saxonie duces, fieri procurabunt ad titulum domini ducalis habendum et effectualiter acquirendum eidem domino Karolo de Burgundia in et ad dictam patriam ducatus Luceburgensis et comitatus de Chiny cum suis pertinentiis adeo et taliter, ut insignia, nomen, vim et auctoritatem ducis Luceburgensis et comitis de Chiny cum suis pertinentiis adipisci² ac gerere possit ipse dominus Karolus, sui heredes aut causam ab ipso habentes, sic et in tantum, quod nec dictus serenissimus rex Ladislaus nec alius quisquam causam habens ab eodem, se de dicta patria ducatus Luceburgensis et comitatus de Chiny cum suis pertinentiis valeat intromittere vel se dominum nuncupare, quousque ipsi domino Karolo, eius heredibus aut causam ab ipso habentibus per dictum dominum regem Ladislaum et suos heredes de dicta centum et quadraginta aut centum et viginti mille florenorum Hungarie somma solutum fuerit integraliter et ad plenum satisfactum. Ac etiam prefati domini Saxonie duces per se vel alium extremam facient diligenciam, ut hec clausula, que sequitur, adiungatur, videlicet : necnon solutum fuerit de iuribus aliis, ypothecis et accionibus prefato domino duci Burgundie super dictam patriam Luceburgensem, comitatum de Chyni et advocaciam Alsacie legitime debitis. Et ad minus ipsi domini duces Saxonie procurabunt, quod dicta iura, actiones et ypothece prefato domino duci Burgundie et suis heredibus reserventur et manebunt, ipseque dominus

1. Premièrement « iure, » corrigé « iuri » A; « iure » B. — 2. « adiscipi » A.

dux Burgundie manebit in tali statu, sicut iam est et sicut eadem iura sunt et erant tempore date litterarum conficiendarum.

Item ad effectum predictorum unacum litteris cessionis, transfusionis et auctoritatis atque approbacionis predictorum in forma speciali fiendis et fiet per serenissimum et invictissimum principem dominum Fridericum imperatorem, tam tutorio nomine dicti regis Ladislai et sororum suarum quam ex imperialis celsitudinis potestate et plenaria auctoritate, ad premissa valide et efficaces [littere] atque dicti domini duces Saxonie procurabunt mandata prefati domini Frederici imperatoris vice, nominibus ac qualitatibus, quibus supra, tam ad vassallos quam ad civitates, castra et opida dicte patrie ducatus Luceburgensis, comitatus de Chyni et advocacie Alsacie, per que mandabitur, quatenus iuramenta fidelitatis atque homagii ac hulde domino dicte patrie prestari solita ac omnem obedientiam et honorem exhibeant dicto domino Karolo cum suis heredibus sive ab eo causam habentibus ipsique tamquam eorum domino fideliter respondeant, obediant pariter et intendant.

Item reservabitur prefato domino regi Ladislao et suis heredibus perpetua facultas rehabendi et redimendi dictam patriam ducatus Luceburgensis, comitatus de Chiny et advocacie Alsacie cum pertinentiis suis modo et forma, de quibus in articulis precedentibus est expressum.

Item ad confirmacionem, robur iurium antedicti domini ducis¹ Burgundie, de quibus in literis imperialibus fiet certa reservacio generalis, antedicti domini duces² Saxonie fideliter pro posse suo et tamquam pro rebus suis operam impendent ac diligenciam.

Item et quod premissa in dicta convencionem et dicta Coloniensi fuerunt inter dictos oratores post plures altercaciones prolocuta et advisata tamquam media conveniencia ad fines pretactos, reservato tamen beneplacito suorum dominorum utrarumque parcium, quod quidem beneplacitum significabitur infra festum sancte Crucis proxime venturum per litteras missivas ambarum parcium in manibus dicti domini comitis de Nassau³ in loco de Seghen⁴ tunc mittendarum et consignandarum et uno contextu cuilibet earum parcium responsiones hinc inde factas, dicte partes eciam tunc ibi mittere poterunt copias sive minutas obligationum litterarum et securitatum hincinde petitarum.

Item et quod si per rescripcionem hincinde factam dicte partes

1. Premièrement « duces, » corrigé « ducis » A. — 2. Premièrement « ducis », corrigé « duces » A ; « ducis » B. — 3. « Nassaw » B. — 4. « Segen » B.

fuerint contente super premissis. intendere eis nunc prout extunc sit et erit assignata dieta in die sancti Galli decima sexta Octobris proxima et celebrabitur in loco de Bacharag¹ ibique convenient oratores ambarum parcium cum plena potestate ad concludendum finaliter tractatum super premissis et feliciter per Dei gratiam arrestandum. In cuius rei testimonium nos Johannes, comes de Nassau², Ernestus, comes de Glichen, et Guilhelmus, dominus de Contay, sigilla nostra nomine nostro et aliorum prefatorum oratorum huic cedule duplicate duximus apponenda. Actum in civitate Coloniensi die tercia mensis Augusti anno domini millesimo quadringentesimo quinquagesimo secundo.

Dresde, arch. génér. d. royaume d. Saxe, original sur papier, n° 7284 (A), d'un format très long, de 109 centimètres longueur, 29 centimètres largeur, composé de trois longues feuilles de papier cousues d'aiguillées de fil gris; sur la couture est écrit à la marge le nom : « A vanderee. » A la fin, restes de trois cachets plaqués, 1 et 3 en cire rouge, 2 en cire verte, mais très lésés. Un second exemplaire du document se trouve à Weimar, dans les arch. communes des États Saxo-Ernestiniens, reg. D, p. 18, n° 27, fol. 8ss. (B).

1. « Bachrach » B. — 2. « Nassaw » B.

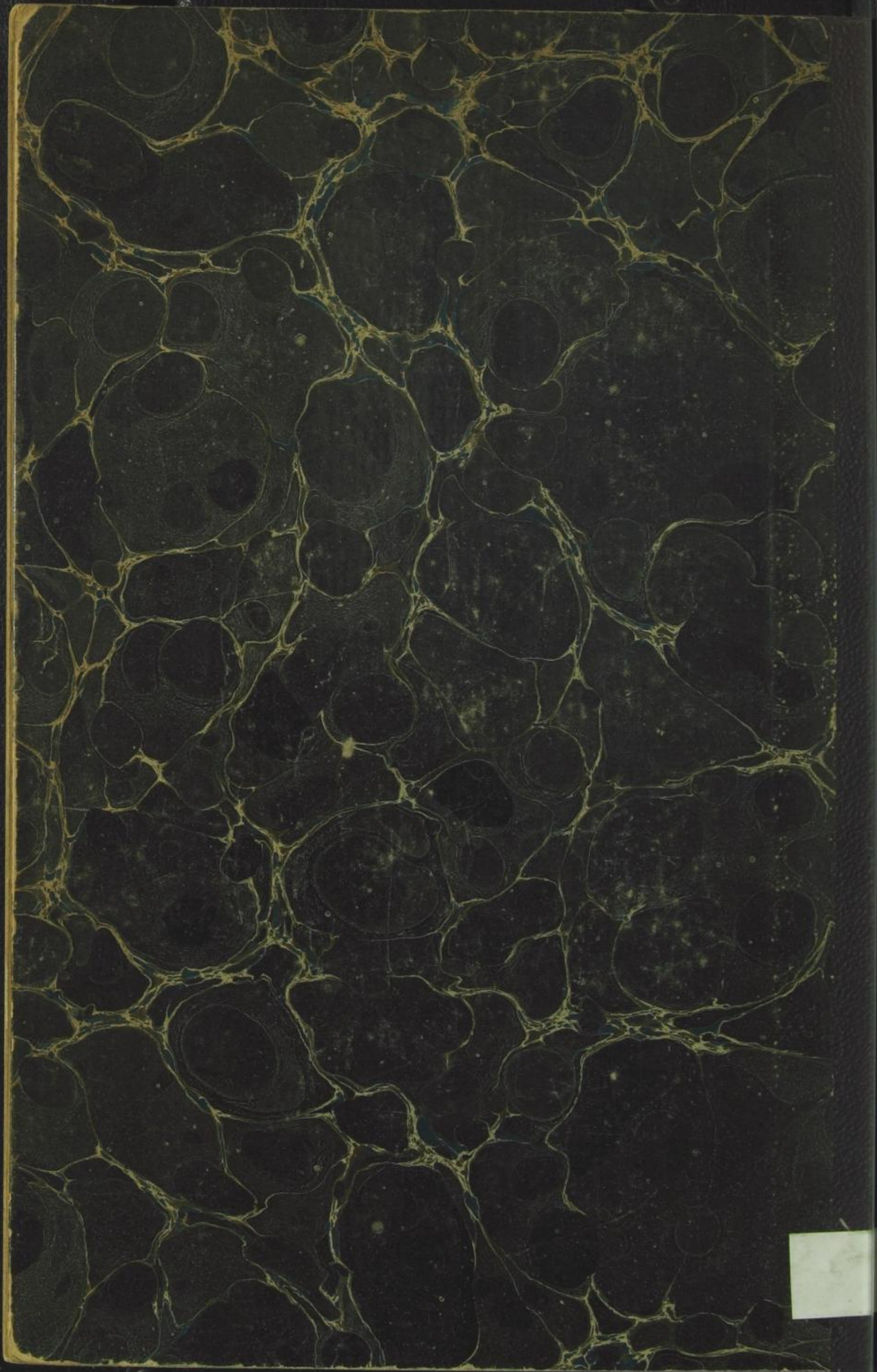
D^r WOLDEMAR LIPPERT,

Archiviste d'État aux Archives générales du royaume de Saxe,
membre correspondant.



2c. Sax. C. 1525 1/2

Sax. C
~~H. Gall. prov.~~



Small white label with illegible text.